

DEUXIÈME TRIMESTRE 2021

Rapport aux actionnaires

Pour la période close le 30 avril 2021

FAITS SAILLANTS DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2021 (COMPARATIVEMENT AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2020)

- Résultat net ajusté ⁽¹⁾ de 56,7 millions \$, comparativement à 11,9 millions \$
- Résultat net comme présenté de 53,1 millions \$, comparativement à 8,9 millions \$
- Résultat dilué par action ajusté ⁽¹⁾ de 1,23 \$, par rapport à 0,20 \$
- Résultat dilué par action de 1,15 \$, par rapport à 0,13 \$

Banque Laurentienne Groupe Financier a déclaré un résultat net de 53,1 millions \$ et un résultat dilué par action de 1,15 \$ pour le deuxième trimestre 2021, comparativement à un résultat net de 8,9 millions \$ et un résultat dilué par action de 0,13 \$ pour le deuxième trimestre 2020. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 8,6 % pour le deuxième trimestre 2021, par rapport à 1,0 % pour le deuxième trimestre 2020. Sur une base ajustée ⁽¹⁾, le résultat net s'est établi à 56,7 millions \$ et le résultat dilué par action, à 1,23 \$, pour le deuxième trimestre 2021, en hausse par rapport à un résultat net de 11,9 millions \$ et un résultat dilué par action de 0,20 \$ pour le deuxième trimestre 2020. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 9,2 % pour le deuxième trimestre 2021, par rapport à 1,5 % pour la période correspondante de 2020.

Pour les six mois clos le 30 avril 2021, le résultat net comme présenté s'est établi à 97,9 millions \$ et le résultat dilué par action, à 2,11 \$, par rapport à un résultat net comme présenté de 41,1 millions \$, et un résultat dilué par action de 0,81 \$, pour les six mois clos le 30 avril 2020. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 7,8 % pour les six mois clos le 30 avril 2021, par rapport à 3,0 % pour les six mois clos le 30 avril 2020. Sur une base ajustée ⁽¹⁾, le résultat net s'est établi à 104,3 millions \$, et le résultat dilué par action, à 2,26 \$, pour les six mois clos le 30 avril 2021, en hausse par rapport à un résultat net de 48,8 millions \$ et un résultat dilué par action de 0,99 \$, pour les six mois clos le 30 avril 2020. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 8,4 % pour les six mois clos le 30 avril 2021, par rapport à 3,7 % pour la période correspondante de 2020.

« La dynamique que nous avons créée au premier trimestre 2021 s'est poursuivie au deuxième trimestre, grâce à une solide performance du secteur Marchés des capitaux, à une diminution des provisions pour pertes sur créances et à la poursuite de notre rigueur en matière de gestion des coûts. Nous sommes heureux de célébrer le 175^e anniversaire de la Banque Laurentienne au cours de la prochaine année avec nos clients, nos employés, nos investisseurs et nos collectivités. Ce jalon historique est l'occasion de souligner notre passé remarquable et de tirer parti de nos racines solides pour bâtir une croissance et une rentabilité durables », a déclaré Rania Llewellyn, présidente et chef de la direction.

En millions de dollars canadiens, sauf les données par action et les pourcentages (non audité)	Pour le trimestre clos les			Pour les six mois clos les		
	30 avril 2021	30 avril 2020	Variation	30 avril 2021	30 avril 2020	Variation
Comme présenté						
Résultat net	53,1 \$	8,9 \$	497 %	97,9 \$	41,1 \$	138 %
Résultat dilué par action	1,15 \$	0,13 \$	785 %	2,11 \$	0,81 \$	160 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	8,6 %	1,0 %		7,8 %	3,0 %	
Ratio d'efficacité	71,9 %	76,4 %		71,1 %	77,8 %	
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	10,1 %	8,8 %				
Base ajustée ⁽¹⁾						
Résultat net ajusté	56,7 \$	11,9 \$	376 %	104,3 \$	48,8 \$	114 %
Résultat dilué par action ajusté	1,23 \$	0,20 \$	515 %	2,26 \$	0,99 \$	128 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	9,2 %	1,5 %		8,4 %	3,7 %	
Ratio d'efficacité ajusté	69,9 %	74,8 %		69,4 %	75,7 %	

[1] Certaines mesures présentées dans le présent document ne tiennent pas compte des montants désignés comme étant des éléments d'ajustement et constituent des mesures non conformes aux PCGR. Voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et indicateurs clés de performance » pour plus de précisions.

TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion	2	Gestion des fonds propres.....	15
Mode de présentation.....	2	Gestion des risques.....	17
À propos de Banque Laurentienne Groupe Financier...	2	Données financières supplémentaires - Résultats trimestriels.....	24
Mise en garde concernant les énoncés prospectifs.....	3	Régie d'entreprise et modifications au contrôle interne à l'égard de l'information financière.....	24
Faits saillants.....	4	Méthodes et estimations comptables critiques.....	24
Mesures non conformes aux PCGR et indicateurs clés de performance.....	5	Modifications de méthodes comptables à venir.....	24
Perspectives.....	6	États financiers consolidés résumés intermédiaires	25
Analyse des résultats consolidés.....	10	Renseignements aux actionnaires	48
Analyse de la situation financière.....	13		

RAPPORT DE GESTION

AU 30 AVRIL 2021 ET POUR LA PÉRIODE CLOSE À CETTE DATE

Le présent rapport de gestion présente le point de vue de la direction sur la situation financière de la Banque Laurentienne du Canada (le « Groupe » ou la « Banque ») au 30 avril 2021, ainsi que sur ses résultats d'exploitation pour les périodes closes à cette date, comparativement aux périodes correspondantes présentées. Le présent rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires. Le présent rapport de gestion est daté du 1^{er} juin 2021.

Des renseignements additionnels sur la Banque Laurentienne du Canada, y compris la notice annuelle 2020, sont disponibles sur le site Web de la Banque, à l'adresse www.blcgf.ca, et sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, à l'adresse www.sedar.com.

MODE DE PRÉSENTATION

L'information financière présentée dans le présent document est fondée sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour la période close le 30 avril 2021 et, sauf indication contraire, a été préparée conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Tous les montants sont présentés en dollars canadiens.

À PROPOS DE BANQUE LAURENTIENNE GROUPE FINANCIER

Fondé en 1846, Banque Laurentienne Groupe Financier est un fournisseur de services financiers diversifiés dont la mission est d'aider ses clients à améliorer leur santé financière. La Banque Laurentienne du Canada et ses entités sont collectivement désignées sous le nom de Banque Laurentienne Groupe Financier (le « Groupe » ou la « Banque »).

Le Groupe emploie plus de 2 900 personnes guidées par les valeurs de proximité, de simplicité et d'honnêteté et offre à ses clients particuliers, commerciaux et institutionnels un vaste éventail de solutions et de services axés sur les conseils. Grâce à ses activités pancanadiennes et à sa présence aux États-Unis, le Groupe est un important joueur dans de nombreux segments de marché.

Le Groupe gère un actif au bilan de 44,6 milliards \$, de même que des actifs administrés de 30,9 milliards \$.

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

La Banque peut, à l'occasion, formuler des énoncés prospectifs, écrits ou oraux, au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières, notamment dans ce document et dans les documents intégrés par renvoi aux présentes, ainsi que dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou dans d'autres communications écrites ou orales. Ces énoncés prospectifs incluent, notamment, des énoncés relatifs aux plans et stratégies d'affaires de la Banque, à ses priorités et à ses objectifs financiers dans le contexte de réglementation dans lequel elle exerce ses activités, à l'incidence attendue de la pandémie de coronavirus (« COVID-19 ») sur les activités, les résultats et la performance financière de la Banque, les énoncés présentés aux rubriques « Perspectives », « Pandémie de COVID-19 » et « Appétit pour le risque et cadre de gestion des risques » du rapport annuel 2020 de la Banque, qui comprend le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 octobre 2020 et d'autres énoncés qui ne constituent pas des faits historiques. Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de verbes au futur ou au conditionnel et de mots ou d'expressions tels que « croire », « présumer », « estimer », « prévoir », « perspectives », « projeter », « vision », « escompter », « prédire », « anticiper », « planifier », « objectif », « viser », « cible », « pouvoir », « avoir l'intention de » ou la forme négative ou des variantes de tels termes, ou d'une terminologie similaire.

Du fait de leur nature, ces énoncés prospectifs nécessitent que nous posions des hypothèses et sont soumis à un certain nombre de risques et d'incertitudes d'ordre général et spécifique. Les hypothèses économiques importantes qui étayent les énoncés prospectifs figurant dans le présent document sont décrites dans le rapport annuel 2020 à la rubrique « Perspectives ». Il existe un risque important que les prédictions, prévisions, projections ou conclusions soient inexactes, que les hypothèses de la Banque soient erronées, et que les résultats réels diffèrent de façon significative des prédictions, prévisions, projections ou conclusions.

La Banque déconseille aux lecteurs de se fier indûment aux énoncés prospectifs, car certains facteurs, dont bon nombre échappent à son contrôle et dont les effets peuvent être difficiles à prévoir, pourraient influencer, individuellement ou collectivement, sur l'exactitude des énoncés prospectifs et faire en sorte que les résultats réels futurs diffèrent sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, notamment, les risques liés à ce qui suit : les incidences de la pandémie de COVID-19 sur la Banque, ses activités, sa situation financière et ses perspectives; la technologie, les systèmes d'information et la cybersécurité; les perturbations technologiques, la concurrence et sa capacité à réaliser ses objectifs stratégiques; la conjoncture économique aux États-Unis et au Canada; les méthodes et estimations comptables et les nouveautés en matière de comptabilité; la conformité aux lois et à la réglementation; les activités frauduleuses et criminelles; le capital humain; l'assurance; la continuité des affaires; l'infrastructure commerciale; la société, l'environnement et les changements climatiques; sa capacité à gérer le risque opérationnel, le risque lié à la réglementation, le risque juridique, le risque stratégique, le risque lié à la réputation et le risque lié aux modèles, qui sont tous décrits plus amplement à la rubrique « Appétit pour le risque et cadre de gestion des risques », laquelle débute à la page 46 du rapport annuel 2020 qui comprend le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 octobre 2020.

Enfin, la Banque prévient le lecteur que la liste de facteurs ci-dessus n'est pas exhaustive. D'autres risques et incertitudes dont la Banque ignore actuellement l'existence ou qu'elle juge actuellement négligeables pourraient également avoir une incidence défavorable importante sur sa situation financière, sa performance financière, ses flux de trésorerie, ses activités commerciales ou sa réputation. Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les investisseurs et autres à comprendre certains éléments clés des objectifs, priorités stratégiques, attentes et plans actuels de la Banque, ainsi que pour leur permettre d'avoir une meilleure compréhension des activités de la Banque et de l'environnement dans lequel elle prévoit exercer ses activités, et peut ne pas convenir à d'autres fins. La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs, écrits ou oraux, formulés par la Banque ou en son nom, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou autres, sauf dans la mesure où la réglementation des valeurs mobilières l'exige. Des renseignements additionnels sur la Banque sont disponibles sur le site Web SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

FAITS SAILLANTS

TABLEAU 1
FAITS SAILLANTS FINANCIERS

En milliers de dollars canadiens sauf indication contraire, sauf les données par action et les pourcentages (non audité)	Pour les trimestres clos les					Pour les six mois clos les		
	30 avril 2021	31 janvier 2021	Variation	30 avril 2020	Variation	30 avril 2021	30 avril 2020	Variation
Résultats d'exploitation								
Revenu total	249 768 \$	247 374 \$	1 %	240 148 \$	4 %	497 142 \$	478 861 \$	4 %
Résultat net	53 062 \$	44 819 \$	18 %	8 885 \$	497 %	97 881 \$	41 057 \$	138 %
Résultat net ajusté ⁽¹⁾	56 704 \$	47 572 \$	19 %	11 912 \$	376 %	104 276 \$	48 812 \$	114 %
Performance opérationnelle								
Résultat dilué par action	1,15 \$	0,96 \$	20 %	0,13 \$	785 %	2,11 \$	0,81 \$	160 %
Résultat dilué par action ajusté ⁽¹⁾	1,23 \$	1,03 \$	19 %	0,20 \$	515 %	2,26 \$	0,99 \$	128 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	8,6 %	7,1 %		1,0 %		7,8 %	3,0 %	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté ⁽¹⁾	9,2 %	7,5 %		1,5 %		8,4 %	3,7 %	
Marge nette d'intérêt	1,88 %	1,84 %		1,88 %		1,86 %	1,85 %	
Ratio d'efficacité	71,9 %	70,4 %		76,4 %		71,1 %	77,8 %	
Ratio d'efficacité ajusté ⁽¹⁾	69,9 %	68,9 %		74,8 %		69,4 %	75,7 %	
Levier d'exploitation	(2,2) %	3,6 %		3,5 %		8,9 %	(2,0) %	
Levier d'exploitation ajusté ⁽¹⁾	(1,5) %	1,5 %		2,3 %		8,6 %	(2,6) %	
Situation financière (en millions \$)								
Prêts et acceptations	33 004 \$	33 228 \$	(1) %	33 726 \$	(2) %	33 004 \$	33 726 \$	(2) %
Actif total	44 606 \$	45 191 \$	(1) %	45 446 \$	(2) %	44 606 \$	45 446 \$	(2) %
Dépôts	22 981 \$	23 607 \$	(3) %	25 304 \$	(9) %	22 981 \$	25 304 \$	(9) %
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	2 404 \$	2 359 \$	2 %	2 275 \$	6 %	2 404 \$	2 275 \$	6 %
Ratios de fonds propres réglementaires selon Bâle III								
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires (CET1) ⁽²⁾	10,1 %	9,8 %		8,8 %		10,1 %	8,8 %	
Actif pondéré en fonction des risques liés aux CET1 (en millions \$)	19 698 \$	19 715 \$		20 870 \$		19 698 \$	20 870 \$	
Qualité du crédit								
Prêts dépréciés bruts en pourcentage des prêts et des acceptations	0,77 %	0,82 %		0,70 %		0,77 %	0,70 %	
Prêts dépréciés nets en pourcentage des prêts et des acceptations	0,51 %	0,56 %		0,52 %		0,51 %	0,52 %	
Provisions pour pertes sur créances en pourcentage des prêts et des acceptations moyens	0,03 %	0,20 %		0,67 %		0,12 %	0,42 %	
Renseignements sur les actions ordinaires								
Cours de l'action – Clôture ⁽³⁾	42,54 \$	30,90 \$	38 %	31,09 \$	37 %	42,54 \$	31,09 \$	37 %
Ratio cours/résultat	11,6 x	11,7 x		11,3 x		11,6 x	11,3 x	
Valeur comptable par action	55,37 \$	54,42 \$	2 %	52,99 \$	4 %	55,37 \$	52,99 \$	4 %
Dividendes déclarés par action	0,40 \$	0,40 \$	– %	0,67 \$	(40) %	0,80 \$	1,34 \$	(40) %
Rendement de l'action	3,8 %	5,2 %		8,6 %		3,8 %	8,6 %	
Ratio du dividende versé	34,7 %	41,5 %		503,6 %		37,8 %	165,0 %	
Ratio du dividende versé ajusté ⁽¹⁾	32,4 %	38,9 %		328,7 %		35,3 %	134,9 %	

(1) Voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et indicateurs clés de performance ».

(2) Calculé au moyen de l'approche standard pour évaluer le risque de crédit et le risque opérationnel.

(3) Cours de clôture à la Bourse de Toronto (TSX).

MESURES NON CONFORMES AUX PCGR ET INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE

MESURES NON CONFORMES AUX PCGR

La direction utilise à la fois les principes comptables généralement reconnus (PCGR) et des mesures non conformes aux PCGR afin d'évaluer la performance de la Banque. Les résultats préparés conformément aux PCGR sont désignés comme étant des résultats « comme présentés ». Les mesures non conformes aux PCGR présentées dans le présent document sont dites des mesures « ajustées » et ne tiennent pas compte de certains montants désignés comme étant des éléments d'ajustement. Les éléments d'ajustement se rapportent aux charges de restructuration et aux regroupements d'entreprises et ont été désignés comme tels du fait que, selon la direction, ils ne reflètent pas la performance sous-jacente de ses activités. Les mesures non conformes aux PCGR permettent aux lecteurs de mieux comprendre comment la direction analyse les résultats de la Banque et d'apprécier la performance sous-jacente de ses activités et des tendances connexes. Les mesures non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée selon les PCGR et peuvent difficilement être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Le tableau 2 présente les éléments d'ajustement et leur incidence sur les résultats comme présentés.

TABLEAU 2
INCIDENCE DES ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT SUR LES RÉSULTATS COMME PRÉSENTÉS

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)	Pour les trimestres clos les			Pour les six mois clos les	
	30 avril 2021	31 janvier 2021	30 avril 2020	30 avril 2021	30 avril 2020
Incidence sur le résultat avant impôts sur le résultat					
Résultat avant impôts sur le résultat comme présenté	67 807 \$	56 511 \$	1 553 \$	124 318 \$	36 232 \$
Éléments d'ajustement, avant impôts sur le résultat					
Charges de restructuration ⁽¹⁾					
Indemnités de départ (reprise)	(792)	262	183	(530)	3 021
Autres charges de restructuration	2 682	359	143	3 041	39
	1 890	621	326	2 511	3 060
Éléments liés aux regroupements d'entreprises					
Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis ⁽²⁾	—	—	179	—	411
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ⁽³⁾	3 014	3 073	3 542	6 087	6 941
	3 014	3 073	3 721	6 087	7 352
	4 904	3 694	4 047	8 598	10 412
Résultat avant impôts sur le résultat ajusté	72 711 \$	60 205 \$	5 600 \$	132 916 \$	46 644 \$
Incidence sur le résultat net					
Résultat net comme présenté	53 062 \$	44 819 \$	8 885 \$	97 881 \$	41 057 \$
Éléments d'ajustement, après impôts sur le résultat					
Charges de restructuration ⁽¹⁾					
Indemnités de départ (reprise)	(582)	193	134	(389)	2 220
Autres charges de restructuration	1 972	264	105	2 236	29
	1 390	457	239	1 847	2 249
Éléments liés aux regroupements d'entreprises					
Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis ⁽²⁾	—	—	131	—	302
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ⁽³⁾	2 252	2 296	2 657	4 548	5 204
	2 252	2 296	2 788	4 548	5 506
	3 642	2 753	3 027	6 395	7 755
Résultat net ajusté	56 704 \$	47 572 \$	11 912 \$	104 276 \$	48 812 \$
Incidence sur le résultat dilué par action					
Résultat dilué par action comme présenté	1,15 \$	0,96 \$	0,13 \$	2,11 \$	0,81 \$
Éléments d'ajustement					
Charges de restructuration ⁽¹⁾	0,03	0,01	0,01	0,04	0,05
Éléments liés aux regroupements d'entreprises	0,05	0,05	0,06	0,10	0,13
	0,08	0,06	0,07	0,15	0,18
Résultat dilué par action ajusté ⁽⁴⁾	1,23 \$	1,03 \$	0,20 \$	2,26 \$	0,99 \$

(1) Les charges de restructuration au deuxième trimestre 2021 se composent essentiellement des charges liées à la résolution des griefs du syndicat et aux plaintes pour pratique déloyale, notamment les plaintes concernant la révocation de l'accréditation syndicale, ainsi que des coûts engagés pour l'optimisation continue du réseau de succursales au Québec. Au cours des trimestres précédents, les charges de restructuration étaient attribuables à l'optimisation du réseau de succursales au Québec et à la rationalisation connexe de certaines fonctions administratives et du siège social. En 2020, les charges de restructuration découlaient principalement de la réorganisation des activités de courtage de détail et d'autres mesures visant à améliorer l'efficacité. Les charges de restructuration sont incluses dans les frais autres que d'intérêt et comprennent les indemnités de départ, les salaires, les frais juridiques, les frais de communication, les honoraires professionnels et les charges liées aux contrats de location.

(2) L'amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis découlait d'un profit non récurrent lié à l'acquisition d'une entreprise en 2012 et est inclus au poste Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis.

(3) L'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions découle d'acquisitions d'entreprises et est inclus au poste Frais autres que d'intérêt.

(4) L'incidence par action des éléments d'ajustement peut différer en raison de l'arrondissement.

INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE

La direction utilise également plusieurs indicateurs financiers pour évaluer la performance de la Banque.

Des renseignements détaillés sur le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires figurent ci-après. Les autres indicateurs de performance, comme la marge nette d'intérêt, le ratio d'efficacité, le levier d'exploitation et le ratio du dividende versé sont définis à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et indicateurs clés de performance » à la page 21 du rapport annuel 2020 de la Banque.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires constitue une mesure de rentabilité calculée comme le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la Banque sont définis comme le total de la valeur des actions ordinaires, des résultats non distribués et du cumul des autres éléments du résultat global, compte non tenu des réserves de couvertures de flux de trésorerie.

Le tableau ci-après présente des renseignements additionnels sur le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

TABLEAU 3

RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES ORDINAIRES

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)	Pour les trimestres clos les			Pour les six mois clos les	
	30 avril 2021	31 janvier 2021	30 avril 2020	30 avril 2021	30 avril 2020
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires comme présenté	49 946 \$	41 702 \$	5 688 \$	91 648 \$	34 663 \$
Éléments d'ajustement, après impôts sur le résultat	3 642	2 753	3 027	6 395	7 755
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires ajusté	53 588 \$	44 455 \$	8 715 \$	98 043 \$	42 418 \$
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	2 377 617 \$	2 337 010 \$	2 291 177 \$	2 356 977 \$	2 299 198 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	8,6 %	7,1 %	1,0 %	7,8 %	3,0 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	9,2 %	7,5 %	1,5 %	8,4 %	3,7 %

PERSPECTIVES

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

La campagne de vaccination contre la COVID-19 et les politiques macroéconomiques de relance ont contribué à rétablir la confiance dans les pays développés et à solidifier les perspectives à l'échelle mondiale. Au Canada, les nouvelles mesures de confinement imposées par les gouvernements provinciaux ce printemps ont temporairement ralenti la reprise. Toutefois, environ 98 % de la réduction de l'activité économique du Canada en 2020 s'est rétablie jusqu'à maintenant, les activités de la moitié des secteurs ayant repris aux niveaux d'avant la COVID-19 ou à des niveaux supérieurs. Le gouvernement fédéral a prolongé les programmes d'aide financière afin de soutenir davantage les entreprises et les particuliers. La solidité des perspectives économiques et le bon déroulement de la campagne de vaccination semblent avoir accru les dépenses de consommation prévues et renforcé les plans des entreprises visant à investir dans la machinerie et l'équipement. En raison de l'appétit grandissant pour le risque sur les marchés, des perspectives améliorées à l'égard des résultats des entreprises et de la demande croissante pour les produits de base, l'indice composé S&P/TSX a atteint un sommet sans précédent.

La situation sur le marché de l'emploi continue de s'améliorer malgré une courte interruption en avril causée par les plus récentes mesures de confinement. Cette amélioration a entraîné l'augmentation du taux d'emploi à temps plein relativement à des postes adaptés au télétravail, tandis que le nombre de travailleurs à temps partiel a diminué en raison des restrictions sanitaires en place. Cette tendance a créé une reprise inégale au sein des secteurs, dont certains doivent composer avec une pénurie de main-d'œuvre. Le taux de chômage s'est établi à 8,1 % en avril, comparativement à 8,6 % avant la deuxième vague de COVID-19, à 13,7 % au sommet atteint en mai 2020 et à 5,6 % avant la pandémie.

Les ménages, particulièrement les propriétaires, profitent d'un effet de richesse positif attribuable à la forte hausse du prix des maisons et des sommets historiques de la valeur des actions de sociétés. Les conditions du marché immobilier de la revente au Canada sont restrictives. Les faibles taux hypothécaires ainsi que la préférence pour le télétravail et la socialisation sécuritaire maintiennent la demande à des niveaux élevés et limitent l'offre. Les mises en chantier ont également atteint un sommet au cours des six derniers mois en raison d'une augmentation des activités de construction domiciliaire à l'extérieur des régions de Toronto, de Montréal et de Vancouver.

La reprise en forme de « V », l'accélération de l'indice des prix à la consommation et une reprise de la prime de terme représentant les émissions supplémentaires de dette souveraine à l'échelle mondiale ont entraîné une hausse modérée des taux d'intérêt en Amérique du Nord au premier trimestre de l'année civile 2021. Au Canada, le rythme plus lent du rachat d'obligations fédérales par la Banque du Canada, reflétant les progrès réalisés au chapitre de la reprise économique, a également contribué à l'augmentation des taux. La Banque du Canada reste engagée à maintenir le taux directeur à sa valeur plancher uniquement jusqu'à ce que la cible d'inflation de 2 % soit atteinte de manière durable, ce qui a poussé les marchés à prévoir une première hausse potentielle des taux d'intérêt en 2022 plutôt qu'en 2023. Alimentées par les programmes de relance gouvernementaux et la plus forte demande des consommateurs, les pressions inflationnistes s'accroissent. Cette nouvelle réalité économique pourrait présenter des défis et des possibilités sur le marché jusqu'à ce que l'économie s'ajuste.

Aux États-Unis, la campagne de vaccination accélérée et l'adoption de l'American Rescue Plan de 1,9 milliard \$ US ont contribué à une forte reprise des dépenses des consommateurs et des entreprises. Les achats de véhicules récréatifs par les ménages sont demeurés solides au début de 2021, prolongeant la tendance positive observée depuis le début de la pandémie.

Enfin, la forte hausse du dollar canadien au cours des derniers mois, lequel a atteint 0,82 \$ US au début de mai, s'explique par le niveau record des prix des produits de base (à l'exception de l'énergie) et le rythme moins élevé des achats d'actifs par la Banque du Canada, surtout par rapport aux autres banques centrales.

INCIDENCE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

En 2021, la pandémie de COVID-19 continue de poser des défis sanitaires, économiques et sociaux à l'échelle mondiale. Les gouvernements du monde entier ont mis en place des mesures d'urgence afin de protéger leurs citoyens et de ralentir la propagation du virus. Depuis le début de la pandémie, les gouvernements et les banques centrales ont mis en place des mesures d'allègement visant à aider les particuliers et les entreprises à composer avec certaines des répercussions économiques défavorables. Au Canada, les ménages et les sociétés se sont, de façon générale, bien adaptés à la situation, bien que le marché de l'emploi demeure difficile pour bon nombre de Canadiens. À mesure que la campagne de vaccination se poursuit et que l'économie se redresse, les activités devraient s'améliorer au deuxième semestre 2021, en dépit du recul causé par la troisième vague de la pandémie et des restrictions connexes.

Dans ce contexte, la réponse de la Banque à la pandémie vise à assurer la santé et la sécurité de ses clients et de ses employés. Les mesures que la Banque a mises en œuvre lui ont aussi procuré l'assise nécessaire pour soutenir ses activités pendant cette période d'incertitude accrue. La Banque continue de collaborer avec ses clients particuliers et commerciaux pour gérer les répercussions de cette crise sans précédent et de les soutenir au moyen de programmes mis en place par le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux.

Résultats d'exploitation

La diminution dans certains portefeuilles de prêts ciblés, attribuable en partie à la pandémie de COVID-19, a eu une incidence sur le revenu d'intérêt vers la fin de 2020 et au premier semestre 2021. La diminution des dépenses de consommation continue de se répercuter sur les volumes de prêts personnels et les frais associés aux transactions. Au cours du trimestre, des améliorations aux hypothèses prospectives ont entraîné une baisse séquentielle des pertes de crédit attendues, lesquelles, combinées à des radiations moins importantes que prévu, ont donné lieu à une diminution des provisions pour pertes sur créances par rapport à celles des trimestres précédents. L'incertitude persistante relativement à l'incidence continue de la pandémie pourrait se traduire par une volatilité future des pertes de crédit attendues jusqu'à ce que nous observions un environnement opérationnel plus normalisé.

Alors que la Banque prend des mesures pour atténuer l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur ses activités quotidiennes et ses résultats financiers, cette dernière devrait continuer de se répercuter sur ses résultats d'exploitation à court terme. De nombreux facteurs imprévisibles et en constante évolution devront être pris en compte, comme la durée et la propagation de la pandémie, y compris l'émergence de variants, son incidence sur les clients, les employés et les fournisseurs tiers, la réponse des autorités gouvernementales à la crise et les conséquences sociales et économiques à l'échelle mondiale. Par conséquent, il est encore difficile de prévoir les incidences de la COVID-19 sur les résultats futurs de la Banque.

Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances est sensible aux données utilisées dans les modèles, notamment les variables macroéconomiques utilisées dans les scénarios prospectifs et leur pondération respective. L'ampleur de l'incidence de la COVID-19 sur l'économie du Canada et celle des États-Unis demeure hautement incertaine, y compris l'évaluation de l'incidence des mesures prises par les gouvernements ou les organismes de réglementation pour faire face à la pandémie. Il est donc difficile de prédire si l'augmentation des pertes de crédit attendues enregistrée depuis avril 2020 entraînera des radiations d'un niveau significatif et si la Banque devra comptabiliser d'autres augmentations des pertes de crédit attendues au cours de périodes ultérieures.

La pandémie de COVID-19 pourrait également faire augmenter les coûts alors que la Banque se concentre en priorité sur les mesures liées à la santé et à la sécurité et se conforme aux exigences applicables, et amener la Banque à réduire, à retarder ou à modifier des initiatives qui, autrement, auraient pu faire augmenter sa valeur à long terme.

Le cadre de gestion des risques de la Banque prévoit les mécanismes nécessaires pour lui permettre de gérer les répercussions de la crise sur ses activités commerciales. Les principaux facteurs de risque liés aux activités de la Banque sont décrits à la rubrique « Appétit pour le risque et cadre de gestion des risques » à la page 46 du rapport annuel 2020 de la Banque. Pour de plus amples renseignements sur les incidences de la pandémie de COVID-19, voir la rubrique « Autres risques susceptibles d'influencer les résultats futurs » à la page 73 du rapport annuel 2020 de la Banque.

Liquidité et fonds propres

La Banque est en bonne position pour gérer le risque lié aux fonds propres et le risque d'illiquidité. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires était de 10,1 % au 30 avril 2021, au-delà des exigences réglementaires minimales. Alors que la Banque continue d'aider ses clients, et conformément à l'évolution des exigences réglementaires et aux réponses des pouvoirs publics, la Banque prévoit que son ratio des fonds propres réglementaires continuera d'être supérieur aux niveaux réglementaires exigés et aux cibles de gestion établies.

Le ratio de liquidité à court terme est supérieur aux niveaux du secteur. La situation de liquidité de la Banque était saine au début de la crise de la COVID-19 et l'est toujours à ce jour. La Banque continue de surveiller attentivement les niveaux de fonds propres et de liquidités.

FAITS SAILLANTS

Révocation de l'accréditation syndicale

Le 21 avril 2021, la Banque a annoncé que le Conseil canadien des relations industrielles (CCRI) avait révoqué l'accréditation syndicale couvrant les employés syndiqués de la Banque à l'issue du vote majoritaire des employés visés en faveur de la révocation et du retrait des plaintes déposées par le syndicat. Environ 20 % des employés de la Banque étaient représentés par le syndicat avant la révocation de l'accréditation.

Nomination clé à la haute direction

Le 1^{er} avril 2021, la Banque a annoncé une nomination clé à la haute direction pour soutenir la nouvelle orientation stratégique de la Banque qui met l'accent sur le développement d'une culture « centrée sur le client », sur l'adoption d'un état d'esprit agile et novateur et sur la mobilisation et la responsabilisation de ses employés à travailler comme « une seule équipe ».

Karine Abgrall-Teslyk s'est jointe à la Banque en tant que vice-présidente exécutive et chef des Services bancaires aux particuliers. Cette nomination fait suite à la décision annoncée par la Banque en décembre 2020 de scinder les services bancaires aux entreprises et aux particuliers en deux unités opérationnelles distinctes afin de favoriser leur réussite respective. Dans ce nouveau rôle, M^{me} Abgrall-Teslyk dirigera l'orientation « une seule équipe » de la Banque en matière de services bancaires aux particuliers, qui comprend le réseau de succursales au Québec, les services bancaires numériques et B2B Banque.

Examen du processus de bout en bout des prêts hypothécaires résidentiels

Dans le cadre de son plan visant à améliorer l'expérience client et à relancer la croissance des prêts hypothécaires résidentiels, la Banque a entrepris un examen de bout en bout de son processus hypothécaire. Au deuxième trimestre, elle a amorcé un examen du processus de montage au sein du canal des courtiers et l'étendra à ses services de prêts hypothécaires accordés dans les succursales en ce qui concerne les octrois et les renouvellements, ainsi que les renouvellements par l'entremise de courtiers.

Diversification et optimisation des sources de financement

Révision des perspectives par S&P Global Ratings et DBRS Morningstar

Le 16 avril 2021, la Banque a annoncé que S&P Global Ratings (« S&P ») avait révisé sa perspective de notation à long terme de la Banque, la faisant passer de négative à stable, et confirmé les notes de crédit d'émetteur à long et à court terme de BBB et de A-2 de la Banque. Elle a annoncé également que DBRS Morningstar avait révisé la tendance de sa notation à long terme de la Banque, la faisant passer de négative à stable, et confirmé les notes de crédit à long et à court terme de A (bas) et de R1 (bas) de la Banque.

Obligations sécurisées

Le 21 avril 2021, la Banque a annoncé avoir reçu l'autorisation de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») en vue d'établir un programme législatif d'obligations sécurisées de 2,0 milliards \$ (le « programme ») conformément au Guide des programmes inscrits canadiens d'obligations sécurisées de la SCHL. Le 6 mai 2021, la Banque a procédé à une première émission d'obligations sécurisées d'un montant de 250,0 millions \$ qui porteront intérêt au taux nominal annuel de 1,603 %, payable semestriellement. Le programme améliorera la diversification des sources de financement de la Banque, tout en lui permettant d'accéder à du financement à moindre coût et de fournir à ses clients des produits à prix concurrentiels.

Billets avec remboursement de capital à recours limité

Le 7 mai 2021, la Banque a émis des billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1 (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)) (titres secondaires) (les « billets ») d'un capital global de 125 millions \$. Les billets portent intérêt à un taux annuel de 5,30 %, payable semestriellement, pour la période initiale de la date de l'émission au 15 juin 2026. Les billets procurent un traitement fiscal préférentiel à l'émetteur comparativement à d'autres sources de fonds propres de catégorie 1, ce qui entraîne la diminution du coût du capital global de la Banque.

Parallèlement à l'émission des billets, la Banque a également émis des actions privilégiées de catégorie A à taux fixe rajusté tous les 5 ans et à dividende non cumulatif, série 17 (FPUNV) (les « actions privilégiées de série 17 ») à la Société de fiducie Computershare du Canada en qualité de fiduciaire de la fiducie nouvellement constituée (la « fiducie à recours limité »). En cas de non-versement des intérêts ou du capital des billets à leur échéance, le recours de chaque porteur de billets se limitera à sa quote-part dans l'actif de la fiducie à recours limité à l'égard des billets, qui se composera, sauf dans des circonstances particulières, d'actions privilégiées de série 17.

Le produit net de l'émission des billets sera affecté au rachat de 5 000 000 d'actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, série 15 (FPUNV) le 15 juin 2021, pour un prix de rachat total de 125 millions \$.

MISE À JOUR SUR LES INITIATIVES CLÉS

Récemment, une série de nominations à la haute direction a été annoncée afin de contribuer à la nouvelle orientation stratégique de la Banque qui vise principalement à simplifier les processus et à améliorer les capacités numériques, à mobiliser et à responsabiliser davantage les membres de son équipe, et à promouvoir une culture centrée sur le client. La Banque s'est engagée à présenter la nouvelle orientation stratégique d'ici la fin de l'exercice.

Au cours des derniers exercices, la Banque avait lancé des initiatives majeures. La rubrique suivante fournit une mise à jour sur ces projets clés.

Programme de remplacement du système bancaire central

En 2019, la Banque a migré tous ses produits de B2B Banque et la plupart des prêts à la clientèle commerciale vers un nouveau système bancaire central. Compte tenu des incidences de la COVID-19 et de la revue du plan stratégique, la Banque évalue ce projet et le calendrier connexe.

Optimisation du réseau de succursales au Québec

En 2020, la Banque a achevé la conversion de son réseau traditionnel de succursales en un modèle 100 % Conseil. Au deuxième trimestre 2021, trois autres succursales ont été fusionnées. À l'avenir, la Banque examinera constamment son réseau de succursales afin de s'adapter à sa culture centrée sur le client ainsi qu'au déploiement prévu de sa stratégie numérique.

Approche fondée sur les notations internes avancée en matière de risque de crédit

Dans le cadre de son plan visant à améliorer les fondations de la Banque, en 2020, la Banque a poursuivi son initiative visant l'adoption de l'approche fondée sur les notations internes avancée en matière de risque de crédit, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation. Compte tenu des incidences de la pandémie de COVID-19 sur ses activités et de la revue du plan stratégique, la Banque évalue ce projet et le calendrier connexe.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

TABLEAU 4
RÉSULTATS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS – COMME PRÉSENTÉS

En milliers de dollars canadiens (non audité)	Pour les trimestres clos les			Pour les six mois clos les	
	30 avril 2021	31 janvier 2021	30 avril 2020	30 avril 2021	30 avril 2020
Revenu net d'intérêt	171 476 \$	173 074 \$	170 747 \$	344 550 \$	339 532 \$
Autres revenus	78 292	74 300	69 401	152 592	139 329
Revenu total	249 768	247 374	240 148	497 142	478 861
Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis	—	—	179	—	411
Provisions pour pertes sur créances	2 400	16 800	54 900	19 200	69 800
Frais autres que d'intérêt	179 561	174 063	183 516	353 624	372 418
Résultat avant impôts sur le résultat	67 807	56 511	1 553	124 318	36 232
Impôts sur le résultat	14 745	11 692	(7 332)	26 437	(4 825)
Résultat net	53 062	44 819	8 885	97 881	41 057
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts connexes	3 116	3 117	3 197	6 233	6 394
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	49 946 \$	41 702 \$	5 688 \$	91 648 \$	34 663 \$

TABLEAU 5
RÉSULTATS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS – BASE AJUSTÉE ⁽¹⁾

En milliers de dollars canadiens (non audité)	Pour les trimestres clos les			Pour les six mois clos les	
	30 avril 2021	31 janvier 2021	30 avril 2020	30 avril 2021	30 avril 2020
Revenu net d'intérêt	171 476 \$	173 074 \$	170 747 \$	344 550 \$	339 532 \$
Autres revenus	78 292	74 300	69 401	152 592	139 329
Revenu total	249 768	247 374	240 148	497 142	478 861
Provisions pour pertes sur créances	2 400	16 800	54 900	19 200	69 800
Frais autres que d'intérêt ajustés ⁽¹⁾	174 657	170 369	179 648	345 026	362 417
Résultat avant impôts sur le résultat ajusté ⁽¹⁾	72 711	60 205	5 600	132 916	46 644
Impôts sur le résultat ajustés ⁽¹⁾	16 007	12 633	(6 312)	28 640	(2 168)
Résultat net ajusté ⁽¹⁾	56 704	47 572	11 912	104 276	48 812
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts connexes	3 116	3 117	3 197	6 233	6 394
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires ajusté ⁽¹⁾	53 588 \$	44 455 \$	8 715 \$	98 043 \$	42 418 \$

(1) Voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et indicateurs clés de performance ».

DEUXIÈME TRIMESTRE 2021 COMPARATIVEMENT AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2020

Le résultat net s'est établi à 53,1 millions \$ et le résultat dilué par action s'est établi à 1,15 \$ pour le deuxième trimestre 2021, comparativement à un résultat net de 8,9 millions \$ et un résultat dilué par action de 0,13 \$ pour le deuxième trimestre 2020. Le résultat net ajusté a été de 56,7 millions \$ pour le deuxième trimestre 2021, en hausse par rapport à celui de 11,9 millions \$ pour le deuxième trimestre 2020, tandis que le résultat dilué par action ajusté a été de 1,23 \$, comparativement à 0,20 \$ au deuxième trimestre 2020.

Revenu total

Le revenu total s'est établi à 249,8 millions \$ pour le deuxième trimestre 2021, en hausse de 4 % comparativement au revenu total de 240,1 millions \$ pour le deuxième trimestre 2020.

Le *revenu net d'intérêt* a augmenté de 0,7 million \$ pour s'établir à 171,5 millions \$ au deuxième trimestre 2021, comparativement à un revenu net d'intérêt de 170,7 millions \$ au deuxième trimestre 2020, malgré une diminution des volumes de prêts. Cette augmentation découlait principalement de la diminution des coûts de financement, en raison surtout du recours accru au financement garanti d'un exercice à l'autre. La marge nette d'intérêt s'est établie à 1,88 % pour le deuxième trimestre 2021, un niveau inchangé par rapport à celui du deuxième trimestre 2020, essentiellement pour les mêmes raisons, et malgré le contexte de baisse des taux d'intérêt.

Les *autres revenus* ont augmenté de 8,9 millions \$, ou 13 %, pour s'établir à 78,3 millions \$ au deuxième trimestre 2021, par rapport aux autres revenus de 69,4 millions \$ au deuxième trimestre 2020. L'augmentation est principalement attribuable à la contribution solide des activités de marchés des capitaux et de trésorerie, qui a progressé de 4,5 millions \$ par rapport à celle du deuxième trimestre 2020. La hausse des commissions sur prêts attribuable à l'intensification de l'activité commerciale a également contribué à l'augmentation.

Provisions pour pertes sur créances

Les provisions pour pertes sur créances se sont établies à 2,4 millions \$ pour le deuxième trimestre 2021, en comparaison de 54,9 millions \$ pour le deuxième trimestre 2020, une baisse de 52,5 millions \$, les provisions sur les prêts productifs plus élevées à la période correspondante de l'exercice précédent reflétant l'incidence de la pandémie de COVID-19. Les reprises de provisions sur prêts productifs de 9,9 millions \$ et la baisse des provisions sur prêts dépréciés au cours du trimestre ont également contribué à l'amélioration. Malgré la persistance de l'incertitude entourant la pandémie de COVID-19, les reprises étaient en grande partie attribuables à l'amélioration des perspectives économiques.

Voir la rubrique « Gestion des risques » du rapport de gestion et la note 5 des états financiers consolidés résumés intermédiaires pour en savoir plus sur les provisions pour pertes sur créances et les corrections de valeur pour pertes sur créances.

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt se sont élevés à 179,6 millions \$ au deuxième trimestre 2021, une baisse de 4,0 millions \$, ou 2 %, par rapport à ceux du deuxième trimestre 2020. Les frais autres que d'intérêt ajustés se sont élevés à 174,7 millions \$ au deuxième trimestre 2021, une baisse de 5,0 millions \$, ou 3 %, par rapport à ceux du deuxième trimestre 2020.

Les *salaires et avantages du personnel* se sont élevés à 97,5 millions \$ au deuxième trimestre 2021, une hausse de 3,5 millions \$ par rapport à ceux du deuxième trimestre 2020. D'un exercice à l'autre, l'augmentation de la rémunération liée à la performance attribuable à l'amélioration de la performance de la Banque a plus que contrebalancé une diminution des salaires reflétant la réduction de l'effectif opérée en 2020.

Les *frais d'occupation de locaux et technologie* se sont élevés à 49,9 millions \$ au deuxième trimestre 2021, une baisse de 0,9 million \$ par rapport à ceux du deuxième trimestre 2020, qui s'explique principalement par la rigueur en matière de réduction des coûts.

Les *autres frais autres que d'intérêt* se sont élevés à 30,3 millions \$ au deuxième trimestre 2021, une baisse de 8,1 millions \$ par rapport à ceux du deuxième trimestre 2020. Cette amélioration s'explique surtout par une diminution des charges réglementaires, ainsi que par une baisse des frais de publicité, de développement des affaires et de déplacement, découlant des mesures d'efficacité mises en œuvre et de la conjoncture économique.

Les *charges de restructuration* se sont établies à 1,9 million \$ au deuxième trimestre 2021, une hausse de 1,6 million \$ par rapport à celles du deuxième trimestre 2020. Voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et indicateurs clés de performance » pour plus de précisions.

Ratio d'efficacité

Le ratio d'efficacité ajusté a été de 69,9 % au deuxième trimestre 2021, en baisse par rapport à celui de 74,8 % au deuxième trimestre 2020, en raison d'une augmentation du revenu total et de la baisse des frais autres que d'intérêt ajustés. Le levier d'exploitation ajusté a été positif d'un exercice à l'autre. Le ratio d'efficacité comme présenté s'est établi à 71,9 % au deuxième trimestre 2021, en baisse en regard de celui de 76,4 % au deuxième trimestre 2020.

Impôts sur le résultat

Pour le trimestre clos le 30 avril 2021, la charge d'impôts sur le résultat s'est élevée à de 14,7 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'est établi à 21,7 %. Ce taux d'imposition inférieur au taux prévu par la loi est attribuable à l'imposition réduite du résultat des établissements à l'étranger et des retombées positives des placements de la Banque dans des valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus de dividendes non imposables. Pour le trimestre clos le 30 avril 2020, le recouvrement d'impôts sur le résultat s'était élevé à 7,3 millions \$ et le taux d'imposition effectif n'était pas significatif, en raison des résultats enregistrés au cours du trimestre.

SIX MOIS CLOS LE 30 AVRIL 2021 COMPARATIVEMENT AUX SIX MOIS CLOS LE 30 AVRIL 2020

Le résultat net s'est établi à 97,9 millions \$, et le résultat dilué par action, à 2,11 \$, pour les six mois clos le 30 avril 2021, par rapport à un résultat net de 41,1 millions \$, et un résultat dilué par action de 0,81 \$, pour les six mois clos le 30 avril 2020. Le résultat net ajusté s'est établi à 104,3 millions \$ pour les six mois clos le 30 avril 2021, en hausse par rapport à 48,8 millions \$ pour les six mois clos le 30 avril 2020, et le résultat dilué par action ajusté s'est établi à 2,26 \$ pour les six mois clos le 30 avril 2021, une augmentation comparativement à celui de 0,99 \$ pour les six mois clos le 30 avril 2020.

Revenu total

Le revenu total s'est établi à 497,1 millions \$ pour les six mois clos le 30 avril 2021, en hausse de 4 % comparativement à celui de 478,9 millions \$ pour les six mois clos le 30 avril 2020.

Le *revenu net d'intérêt* a augmenté de 5,0 millions \$ pour atteindre 344,6 millions \$ pour les six mois clos le 30 avril 2021, en comparaison d'un revenu net d'intérêt de 339,5 millions \$ pour les six mois clos le 30 avril 2020. Cette augmentation découlait principalement de la diminution des coûts de financement, en raison surtout du recours accru au financement garanti d'un exercice à l'autre, contrebalancé en partie par la baisse des volumes de prêts. La marge nette d'intérêt a augmenté de 1 point de base pour s'établir à 1,86 % pour les six mois clos le 30 avril 2021, par rapport à celle de 1,85 % pour les six mois clos le 30 avril 2020, essentiellement pour les mêmes raisons.

Les *autres revenus* ont augmenté de 13,3 millions \$, ou 10 %, pour s'établir à 152,6 millions \$ pour les six mois clos le 30 avril 2021, par rapport à 139,3 millions \$ pour les six mois clos le 30 avril 2020. L'augmentation découlait surtout de l'apport solide des activités de marché des capitaux et de trésorerie, qui a été de 12,3 millions \$ plus élevé que celui des six mois clos le 30 avril 2021, et de la hausse des commissions sur prêts attribuable à l'intensification de l'activité commerciale. Le tout a été contrebalancé en partie par une diminution des frais de service et des revenus tirés des services de cartes par rapport à ceux pour les six mois clos le 30 avril 2020 en raison des changements en cours touchant le secteur des services bancaires aux particuliers exacerbés par la pandémie de COVID-19.

Provisions pour pertes sur créances

Les provisions pour pertes sur créances ont diminué de 50,6 millions \$, pour s'établir à 19,2 millions \$ pour les six mois clos le 30 avril 2021, en comparaison des provisions de 69,8 millions \$ pour les six mois clos le 30 avril 2020, ces dernières reflétant les provisions sur les prêts productifs plus élevées en raison de l'incidence de la pandémie de COVID-19. Les reprises de provisions sur prêts productifs de 10,8 millions \$ et la baisse des provisions sur prêts dépréciés au premier semestre 2021 ont également contribué à la diminution.

Voir la rubrique « Gestion des risques » du rapport de gestion et la note 5 des états financiers consolidés résumés intermédiaires pour en savoir plus sur les provisions pour pertes sur créances et les corrections de valeur pour pertes sur créances.

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 18,8 millions \$, ou 5 %, pour s'établir à 353,6 millions \$ pour les six mois clos le 30 avril 2021, comparativement à 372,4 millions \$ pour les six mois clos le 30 avril 2020. Les frais autres que d'intérêt ajustés ont diminué de 17,4 millions \$, ou 5 %, pour s'établir à 345,0 millions \$ pour les six mois clos le 30 avril 2021, comparativement à 362,4 millions \$ pour les six mois clos le 30 avril 2020.

Les *salaires et avantages du personnel* ont atteint 192,9 millions \$ pour les six mois clos le 30 avril 2021, une augmentation de 3,6 millions \$ par rapport aux six mois clos le 30 avril 2020. D'un exercice à l'autre, l'augmentation de la rémunération liée à la performance attribuable à l'amélioration de la performance de la Banque a été en partie contrebalancée par une diminution des salaires reflétant la réduction de l'effectif opérée en 2020.

Les *frais d'occupation de locaux et technologie* se sont établis à 98,3 millions \$ pour les six mois clos le 30 avril 2021, une baisse de 2,2 millions \$ par rapport aux frais d'occupation de locaux et technologie pour les six mois clos le 30 avril 2020, du fait principalement de la rigueur en matière de réduction des coûts.

Les *autres frais autres que d'intérêt* se sont établis à 59,9 millions \$ pour les six mois clos le 30 avril 2021, une diminution de 19,7 millions \$ par rapport aux six mois clos le 30 avril 2020. Cette amélioration s'explique surtout par une diminution des charges réglementaires, ainsi que par une baisse des frais de publicité, de développement des affaires et de déplacement, découlant des mesures d'efficacité mises en œuvre et de la conjoncture économique.

Les *charges de restructuration* ont diminué de 0,5 million \$, pour s'établir à 2,5 millions \$ pour les six mois clos le 30 avril 2021, comparativement à 3,1 millions \$ pour les six mois clos le 30 avril 2020. Voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et indicateurs clés de performance » pour plus de précisions.

Ratio d'efficacité

Le ratio d'efficacité ajusté de 69,4 % pour les six mois clos le 30 avril 2021 était en baisse par rapport à 75,7 % pour les six mois clos le 30 avril 2020, ce qui s'explique par la baisse des frais autres que d'intérêt ajustés et une augmentation du revenu total. Le levier d'exploitation ajusté a été positif d'un exercice à l'autre. Le ratio d'efficacité comme présenté s'est établi à 71,1 % pour les six mois clos le 30 avril 2021, en baisse comparativement à 77,8 % pour les six mois clos le 30 avril 2020.

Impôts sur le résultat

Pour les six mois clos le 30 avril 2021, la charge d'impôts sur le résultat s'est élevée à 26,4 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'est établi à 21,3 %. Ce taux d'imposition inférieur au taux prévu par la loi est attribuable à l'imposition réduite du résultat des établissements à l'étranger et aux retombées positives des placements de la Banque dans des valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus de dividendes non imposables. Pour les six mois clos le 30 avril 2020, le recouvrement d'impôts sur le résultat s'était élevé à 4,8 millions \$ et le taux d'imposition effectif n'était pas significatif compte tenu des résultats enregistrés au cours de la période.

DEUXIÈME TRIMESTRE 2021 COMPARATIVEMENT AU PREMIER TRIMESTRE 2021

Le résultat net s'est établi à 53,1 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,15 \$, pour le deuxième trimestre 2021, comparativement à un résultat net de 44,8 millions \$ et un résultat dilué par action de 0,96 \$ pour le premier trimestre 2021. Le résultat net ajusté s'est établi à 56,7 millions \$ et le résultat dilué par action ajusté s'est établi à 1,23 \$ pour le deuxième trimestre 2021, par rapport à un résultat net de 47,6 millions \$ et à un résultat dilué par action de 1,03 \$ pour le premier trimestre 2021.

Le revenu total a augmenté de 2,4 millions \$ pour atteindre 249,8 millions \$ pour le deuxième trimestre 2021, comparativement à un revenu total de 247,4 millions \$ pour le trimestre précédent.

Le revenu net d'intérêt a diminué de 1,6 million \$ séquentiellement, pour s'établir à 171,5 millions \$. La diminution reflète essentiellement l'incidence défavorable du fait que le deuxième trimestre comptait trois jours de moins, contrebalancée en partie par l'amélioration des coûts de financement. La marge nette d'intérêt s'est fixée à 1,88 % au deuxième trimestre 2021, une augmentation de 4 points de base en comparaison de 1,84 % au premier trimestre 2021, du fait principalement de la diminution des coûts de financement et des modifications apportées à la composition des activités.

Les autres revenus ont totalisé 78,3 millions \$ pour le deuxième trimestre 2021, une augmentation de 4,0 millions \$ par rapport à 74,3 millions \$ pour le trimestre précédent attribuable principalement à la contribution plus élevée des activités de courtage et à la hausse des commissions sur prêts découlant de l'intensification de l'activité commerciale.

Les provisions pour pertes sur créances ont totalisé 2,4 millions \$ pour le deuxième trimestre 2021, une baisse de 14,4 millions \$ comparativement aux provisions de 16,8 millions \$ pour le premier trimestre 2021. Les reprises de provisions sur prêts productifs de 9,9 millions \$ et la baisse des provisions sur prêts dépréciés au cours du trimestre ont contribué à la diminution. Voir la rubrique « Gestion des risques » pour de plus amples renseignements.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 5,5 millions \$ pour se fixer à 179,6 millions \$ au deuxième trimestre 2021 en comparaison de 174,1 millions \$ au premier trimestre 2021. Les frais autres que d'intérêt ajustés se sont établis à 174,7 millions \$ au deuxième trimestre 2021, en hausse en regard de 170,4 millions \$ au premier trimestre 2021. La hausse des salaires et avantages du personnel, attribuable essentiellement à l'accroissement de la rémunération liée à la performance compte tenu de l'amélioration de la performance de la Banque, ainsi que l'augmentation des frais de technologie et des honoraires professionnels ont contribué à l'augmentation séquentielle.

ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

TABLEAU 6
BILAN RÉSUMÉ

En milliers de dollars canadiens (non audité)	Au 30 avril 2021	Au 31 octobre 2020
Actif		
Trésorerie et dépôts auprès de banques	574 551 \$	672 842 \$
Valeurs mobilières	6 199 203	5 799 216
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente	3 177 935	3 140 228
Prêts et acceptations, montant net	32 824 169	33 019 603
Autres actifs	1 829 804	1 535 771
	44 605 662 \$	44 167 660 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts	22 981 259 \$	23 920 203 \$
Autres passifs	7 670 175	7 102 277
Dette liée aux activités de titrisation	10 903 078	10 184 497
Dette subordonnée	349 610	349 442
Capitaux propres	2 701 540	2 611 241
	44 605 662 \$	44 167 660 \$

Au 30 avril 2021, l'actif total s'élevait à 44,6 milliards \$, une augmentation de 1 % comparativement à 44,2 milliards \$ au 31 octobre 2020, ce qui s'explique principalement par le niveau plus élevé des liquidités.

Liquidités

Les liquidités se composent de la trésorerie, des dépôts auprès de banques, des valeurs mobilières et des valeurs acquises en vertu de conventions de revente. Au 30 avril 2021, ces actifs totalisaient 10,0 milliards \$, une hausse de 0,3 milliard \$ par rapport à 9,6 milliards \$ au 31 octobre 2020.

La Banque continue de gérer avec prudence le niveau de ses liquidités. Les sources de financement de la Banque demeurent bien diversifiées et suffisantes pour répondre à ses besoins de liquidités. Les liquidités représentaient 22 % de l'actif total au 30 avril 2021, un niveau comparable à celui au 31 octobre 2020.

Prêts

Les prêts et acceptations bancaires, déduction faite des provisions, s'établissaient à 32,8 milliards \$ au 30 avril 2021, une baisse de 0,2 milliard \$, ou 1 %, depuis le 31 octobre 2020. Au cours du premier semestre 2021, la croissance des prêts commerciaux a repris son élan, tandis que les prêts personnels et les prêts hypothécaires résidentiels ont diminué.

Les prêts commerciaux et acceptations totalisaient 13,2 milliards \$ au 30 avril 2021, une augmentation de 4 % depuis le 31 octobre 2020. Les prêts immobiliers ont contribué à la plus grande partie de la croissance et ont continué de faire preuve de résilience pendant la pandémie de COVID-19 dans le contexte de faiblesse des taux d'intérêt. Cette augmentation a également bénéficié de la croissance des volumes de financement d'inventaires depuis le 31 octobre 2020, ce qui s'explique par le caractère saisonnier alors que les concessionnaires ont réapprovisionné leurs stocks malgré les défis continus posés pour la chaîne d'approvisionnement, afin de répondre à la demande élevée de biens récréatifs par les consommateurs.

Les prêts personnels s'établissaient à 3,9 milliards \$ au 30 avril 2021, une diminution de 0,2 milliard \$, ou 5 %, depuis le 31 octobre 2020, en raison surtout de la réduction continue du portefeuille de prêts à l'investissement, reflétant la réduction persistante du recours par les consommateurs à l'effet de levier.

Les prêts hypothécaires résidentiels s'établissaient à 15,9 milliards \$ au 30 avril 2021, une baisse de 0,5 milliard \$, ou 3 %, depuis le 31 octobre 2020. L'acquisition de prêts hypothécaires auprès de tiers dans le cadre du programme de la Banque visant à optimiser le recours aux titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* a contribué à atténuer l'incidence des remboursements.

Autres actifs

Les autres actifs s'établissaient à 1,8 milliard \$ au 30 avril 2021, en comparaison de ceux de 1,5 milliard \$ au 31 octobre 2020. La hausse d'un exercice à l'autre était surtout attribuable à l'accroissement des comptes débiteurs, des charges payées d'avance et des autres effets.

PASSIF

Dépôts

Les dépôts ont diminué de 0,9 milliard \$, ou 4 %, pour s'établir à 23,0 milliards \$ au 30 avril 2021, comparativement à 23,9 milliards \$ au 31 octobre 2020, du fait principalement que la Banque a procédé à l'optimisation de ses sources de financement afin de tenir compte du niveau de ses actifs. Les dépôts de particuliers totalisaient 18,3 milliards \$ au 30 avril 2021, soit 0,5 milliard \$ de moins qu'au 31 octobre 2020. La baisse résulte essentiellement de la diminution des dépôts à terme obtenus par des intermédiaires, ramenés à la baisse étant donné que la Banque a augmenté sa dette liée aux activités de titrisation pour optimiser les coûts de financement, tel qu'il est décrit ci-après, contrebalancée en partie par la hausse de 0,5 milliard \$, ou 10 %, des dépôts à vue et sur préavis de particuliers par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

Les dépôts d'entreprises et autres ont diminué de 0,4 milliard \$ pour la même période pour s'établir à 4,7 milliards \$, du fait principalement d'une diminution du financement de gros, la Banque ayant optimisé ses coûts de financement, comme il a été mentionné précédemment.

Les dépôts de particuliers représentaient 80 % du total des dépôts au 30 avril 2021, par rapport à 79 % au 31 octobre 2020, et ont contribué à la bonne situation en matière de liquidités de la Banque.

Autres passifs

Les autres passifs ont augmenté pour atteindre 7,7 milliards \$ au 30 avril 2021, en comparaison de 7,1 milliards \$ au 31 octobre 2020. L'augmentation d'un exercice à l'autre découlait surtout de l'augmentation des engagements au titre des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat associées aux activités de négociation.

Dette liée aux activités de titrisation

La dette liée aux activités de titrisation a augmenté de 0,7 milliard \$, ou 7 %, par rapport à celle au 31 octobre 2020, et s'établissait à 10,9 milliards \$ au 30 avril 2021, contribuant à l'amélioration des coûts de financement. Depuis le début de l'exercice, la titrisation de prêts hypothécaires par l'intermédiaire des programmes de la SCHL, complétée par d'autres financements garantis, a plus que contrebalancé les échéances de passifs liés au programme des Obligations hypothécaires du Canada ainsi que les remboursements normaux.

Dette subordonnée

La dette subordonnée s'est établie à 349,6 millions \$ au 30 avril 2021, un niveau essentiellement inchangé comparativement à celui au 31 octobre 2020. La dette subordonnée fait partie intégrante des fonds propres réglementaires de la Banque tout en offrant aux déposants des mesures de protection additionnelles.

CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres s'élevaient à 2 701,5 millions \$ au 30 avril 2021, comparativement à 2 611,2 millions \$ au 31 octobre 2020.

Les résultats non distribués ont augmenté de 101,1 millions \$ par rapport aux résultats non distribués au 31 octobre 2020, en raison surtout de la contribution du résultat net de 97,9 millions \$ et des autres gains sur les régimes d'avantages du personnel et les titres de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global totalisant 44,1 millions \$ qui ont été en partie contrebalancés par les dividendes totalisant 40,9 millions \$. Le cumul des autres éléments du résultat global a diminué de 18,1 millions \$, en raison essentiellement d'une réduction du montant cumulé des écarts de conversion. Pour de plus amples renseignements, voir l'état de la variation des capitaux propres consolidé dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

La valeur comptable par action ordinaire de la Banque s'établissait à 55,37 \$ au 30 avril 2021, comparativement à 53,74 \$ au 31 octobre 2020.

GESTION DES FONDS PROPRES

FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES

Le BSIF requiert des banques qu'elles respectent les ratios d'exigences minimales de fonds propres en fonction du risque fondés sur le dispositif de fonds propres du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB), que l'on désigne communément sous le nom de Bâle III. Selon la ligne directrice intitulée « Normes de fonds propres » du BSIF, la Banque doit maintenir des niveaux minimums de fonds propres en fonction de divers critères. Les fonds propres de catégorie 1, qui constituent la forme de fonds propres la plus permanente et la plus subordonnée, comportent deux composantes : les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires. Les fonds propres de catégorie 1 sont essentiellement composés d'actions ordinaires pour assurer que l'exposition au risque est adossée à des fonds propres de grande qualité. Les fonds propres de catégorie 2 comprennent des instruments de fonds propres complémentaires et contribuent à la solidité globale d'une institution financière sur une base permanente. Les institutions sont tenues de respecter des normes de fonds propres minimales axées sur le risque en fonction de leur exposition au risque de crédit, au risque opérationnel et au risque de marché. Conformément à la ligne directrice du BSIF, les ratios minimums des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, des fonds propres de catégorie 1 et du total des fonds propres sont établis à respectivement 7,0 %, 8,5 % et 10,5 %, y compris la réserve de conservation des fonds propres de 2,5 %.

Nouveautés en matière de fonds propres réglementaires

Modifications aux exigences de fonds propres, de levier et de liquidité et aux obligations d'information connexes

Le 11 mars 2021, le BSIF a diffusé, aux fins de consultation publique, les révisions apportées à la ligne directrice *Normes de fonds propres* (NFP), à la ligne directrice *Exigences de levier* (EL) et à la ligne directrice *Normes de liquidité* (LAR) [désignées les lignes directrices] qui s'appliqueront à compter du 1^{er} novembre 2022. Les révisions proposées aux lignes directrices NFP et EL reflètent la mise en œuvre au pays par le BSIF des dernières réformes de Bâle III énoncées dans le cadre consolidé de Bâle publié par le CBCB. Les révisions proposées à ces lignes directrices et à la ligne directrice LAR comprennent des changements qui précisent notamment les exigences en matière de fonds propres et de liquidité applicables aux petites et moyennes institutions de dépôt. Ces changements sont conformes au projet de ligne directrice *Normes de fonds propres et de liquidité des petites et moyennes institutions de dépôt* (PMB) qui a été aussi publiée à cette date pour consultation publique.

Parallèlement à la consultation, le BSIF soumet à commentaires les changements proposés à la ligne directrice *Exigences de communication financière au titre du troisième pilier* applicable aux banques d'importance systémique intérieure (« BISi ») à compter du 1^{er} novembre 2022. Ces exigences accrues de communication financière tiennent compte des révisions apportées aux lignes directrices précitées afin de promouvoir la transparence et la discipline de marché. S'agissant des PMB, le BSIF a joint en annexe des questions leur étant destinées spécifiquement. Il se servira des commentaires formulés pour élaborer la ligne directrice sur les exigences de communication au titre du troisième pilier applicables aux PMB.

La Banque continuera de surveiller l'incidence de l'évolution de la situation sur les exigences en matière de fonds propres réglementaires.

Consultation du BSIF sur le resserrement des attentes en matière d'assurance

Le 13 avril 2021, le BSIF a lancé une consultation de dix semaines dans la foulée de la publication de son document de travail *Assurance fournie par les relevés de fonds propres, de levier et de liquidité* qui s'adresse aux assureurs fédéraux (AF) et aux institutions de dépôt (ID) fédérales. Le document vise à clarifier et à harmoniser les attentes en matière d'assurance compte tenu de la complexité croissante du régime de relevés réglementaires. Le BSIF se propose d'appliquer les attentes en matière d'assurance aux relevés de capital, aux relevés de fonds propres, de levier et de liquidité de l'ensemble des ID fédérales.

Nouveautés en matière de fonds propres réglementaires à l'appui des efforts déployés dans le contexte de la COVID-19

Au deuxième trimestre 2020, le BSIF a annoncé plusieurs mesures dans le but d'accorder aux institutions financières plus de souplesse dans les conditions actuelles attribuables à la COVID-19. Ces mesures sont décrites à la rubrique « Nouveautés en matière de fonds propres réglementaires à l'appui des efforts déployés dans le contexte de la COVID-19 » à la page 42 du rapport annuel 2020 de la Banque. Il n'y a pas eu d'autre nouveauté importante en matière de réglementation propre à ce sujet au cours des deux premiers trimestres 2021.

Le tableau 7 présente les fonds propres réglementaires et les ratios des fonds propres réglementaires. La Banque s'est conformée aux exigences en matière de fonds propres du BSIF tout au long de l'exercice.

TABLEAU 7
FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	Au 30 avril 2021	Au 31 octobre 2020
Fonds propres réglementaires ⁽¹⁾		
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	1 985 391 \$	1 893 079 \$
Fonds propres de catégorie 1	2 229 429 \$	2 137 117 \$
Total des fonds propres	2 664 315 \$	2 571 212 \$
Total de l'actif pondéré en fonction des risques ⁽²⁾	19 697 909 \$	19 669 263 \$
Ratios des fonds propres réglementaires		
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	10,1 %	9,6 %
Ratio des fonds propres de catégorie 1	11,3 %	10,9 %
Ratio total des fonds propres	13,5 %	13,1 %

(1) Les ratios des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, des fonds propres de catégorie 1 et du total des fonds propres avant l'application des dispositions transitoires relatives aux pertes de crédit attendues étaient de respectivement 10,0 %, 11,3 % et 13,5 % au 30 avril 2021.

(2) Calculé au moyen de l'approche standard pour évaluer le risque de crédit et le risque opérationnel.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires s'établissait à 10,1 % au 30 avril 2021, par rapport à 9,6 % au 31 octobre 2020. L'augmentation par rapport au ratio au 31 octobre 2020 découle principalement de la génération interne de fonds propres et des autres gains sur les régimes d'avantages du personnel et les titres de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Ce niveau de fonds propres fournit à la Banque la souplesse opérationnelle requise pour reprendre la voie de la croissance et pour poursuivre ses initiatives clés, de façon prudente compte tenu de la conjoncture économique.

Données sur les actions en circulation

Le 26 mai 2021, 43 423 545 actions ordinaires étaient en circulation, et 1 013 588 options d'achat d'actions étaient en cours.

En vertu des dispositions relatives aux FPUNV, les instruments de fonds propres doivent être convertis en un nombre variable d'actions ordinaires dès lors que le BSIF considère une banque comme non viable ou que le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement qu'une banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV se produit, les instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV au 30 avril 2021, soit les actions privilégiées de catégorie A, séries 13 et 15, et les débetures subordonnées venant à échéance le 22 juin 2022, ainsi que les billets avec remboursement de capital à recours limité émis récemment (voir ci-après) seraient convertis en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique, à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher contractuel de 5,00 \$; et ii) le cours des actions ordinaires de la Banque à la date de l'événement déclencheur (cours moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et en présumant qu'il n'y avait pas d'intérêts courus et qu'aucun dividende n'a été déclaré et n'était impayé, ces instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV seraient convertis au total en un maximum de 145 000 000 d'actions ordinaires, ce qui aurait un effet dilutif de 77,0 % selon le nombre d'actions ordinaires en circulation au 30 avril 2021.

Billets avec remboursement de capital à recours limité

Le 7 mai 2021, la Banque a émis des billets avec remboursement de capital à recours limité pour un produit net de 123,5 millions \$. Ces billets sont pleinement admissibles à titre d'autres éléments de fonds propres de catégorie 1 aux termes du cadre d'adéquation des fonds propres de Bâle III et de la ligne directrice NFP, étant donné qu'ils contiennent des dispositions obligatoires relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité. Ces billets seront classés à titre de capitaux propres au bilan. Le produit net de l'émission des billets sera affecté au rachat de 5 000 000 d'actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, série 15 le 15 juin 2021, pour un prix de rachat total de 125 millions \$.

RATIO DE LEVIER SELON BÂLE III

Les réformes de Bâle III visant les fonds propres sont venues ajouter une exigence en matière de ratio de levier non fondé sur le risque à titre de mesure supplémentaire des exigences de fonds propres fondées sur le risque. En fonction de la ligne directrice du BSIF relative aux exigences en matière de ratio de levier, les institutions de dépôts fédérales doivent maintenir constamment un ratio de levier selon Bâle III égal ou supérieur à 3 %. Le ratio de levier correspond aux fonds propres de catégorie 1 divisés par l'actif non pondéré au bilan et les engagements hors bilan, les dérivés et les opérations de financement par titres, comme il est défini dans les exigences.

Comme il est indiqué dans le tableau qui suit, le ratio de levier s'établissait à 5,0 % au 30 avril 2021 et dépassait les exigences réglementaires.

TABLEAU 8
RATIO DE LEVIER SELON BÂLE III

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	Au 30 avril 2021	Au 31 octobre 2020
Fonds propres de catégorie 1	2 229 429 \$	2 137 117 \$
Total des expositions	44 871 821 \$	44 452 632 \$
Ratio de levier selon Bâle III ⁽¹⁾	5,0 %	4,8 %

(1) Le ratio de levier selon Bâle III, avant les dispositions transitoires relatives aux pertes de crédit attendues, s'établissait à 4,9 % au 30 avril 2021.

DIVIDENDES

Le 1^{er} juin 2021, le conseil d'administration a annoncé le versement d'un dividende trimestriel de 0,40 \$ par action ordinaire payable le 1^{er} août 2021 aux actionnaires inscrits en date du 2 juillet 2021. Les actions attribuées en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque continueront de l'être sous forme d'actions ordinaires émises à même le capital autorisé à un escompte de 2 %.

GESTION DES RISQUES

Du fait de ses activités, la Banque est exposée à divers types de risques ayant trait principalement à l'utilisation d'instruments financiers. Afin de gérer ces risques, diverses politiques de gestion des risques et limites de risque ainsi que d'autres contrôles ont été mis en œuvre. L'objectif de ces mesures est d'optimiser le rendement compte tenu des risques dans tous les secteurs opérationnels. Pour de plus amples renseignements sur le cadre de gestion des risques de la Banque, voir la rubrique « Appétit pour le risque et cadre de gestion des risques » à la page 46 du rapport annuel 2020 de la Banque.

RISQUE DE CRÉDIT

Les sections suivantes fournissent des renseignements additionnels sur la qualité du crédit du portefeuille de prêts de la Banque.

Incidence de la COVID-19 sur le risque de crédit et incertitude relative aux estimations des pertes de crédit attendues

Pour tenir compte de l'incidence en constante évolution de la pandémie et d'autres changements à l'environnement de la Banque, cette dernière a mis à jour ses scénarios économiques pour évaluer les provisions collectives au 30 avril 2021. Dans le cadre de l'approche de la Banque pour évaluer les pertes de crédit attendues au 30 avril 2021, des pondérations probabilistes ont été attribuées aux trois scénarios, à savoir les scénarios « de base », « pessimiste » et « optimiste », lesquels sont décrits plus en détail à la note 5 des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Les provisions collectives sont sensibles aux données des modèles, notamment les variables macroéconomiques utilisées dans les scénarios prospectifs et leur pondération probabiliste respective, entre autres facteurs. Lorsqu'il était possible de le faire, les modèles de pertes de crédit attendues de la Banque ont été adaptés pour tenir compte des mesures mises en place par les gouvernements, les banques centrales et les organismes de réglementation afin de favoriser la liquidité et d'apaiser les tensions financières auxquelles sont soumis les particuliers et les entreprises. Afin de mieux évaluer les pertes sur prêts, la Banque a usé d'un jugement d'expert compte tenu de cette situation sans précédent. La pandémie de COVID-19 a entraîné des modifications importantes à l'information prospective en 2020, donnant lieu à une augmentation des pertes de crédit attendues. Au cours du trimestre considéré, en raison de l'amélioration des hypothèses prospectives, les pertes de crédit attendues ont diminué. Toutefois, le niveau des provisions demeure élevé. L'incertitude globale qui entoure l'incidence persistante de la pandémie pourrait accroître la volatilité des pertes de crédit attendues jusqu'à la normalisation éventuelle du contexte d'exploitation à l'échelle mondiale.

L'ampleur de l'incidence de la COVID-19 sur l'économie du Canada et celle des États-Unis demeure hautement incertaine, y compris l'évaluation de l'incidence des mesures prises par les gouvernements ou les organismes de réglementation pour faire face à la pandémie. Il demeure donc difficile de prédire si l'augmentation des pertes de crédit attendues se traduira par des radiations d'un niveau significatif ou si la Banque devra comptabiliser d'autres augmentations des pertes de crédit attendues au cours de périodes ultérieures.

Provisions pour pertes sur créances

Deuxième trimestre 2021 en comparaison du deuxième trimestre 2020

Les provisions pour pertes sur créances ont totalisé 2,4 millions \$, en baisse de 52,5 millions \$, ou 96 %, par rapport à celles du deuxième trimestre 2020, les provisions sur les prêts productifs plus élevées à la période correspondante de l'exercice précédent reflétant l'incidence de la pandémie de COVID-19. Les reprises de provisions sur les prêts productifs de 9,9 millions \$ et la diminution des provisions sur les prêts dépréciés au deuxième trimestre 2021 ont également contribué à l'amélioration. Le ratio des provisions pour pertes sur créances par rapport aux prêts et acceptations moyens était de 3 points de base pour le trimestre, contre 67 points de base pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les reprises de provisions pour pertes sur prêts productifs se sont établies à 9,9 millions \$ pour le deuxième trimestre 2021, en comparaison de provisions de 31,4 millions \$ pour le deuxième trimestre 2020, ce qui témoigne principalement des reprises de provisions sur les prêts commerciaux, les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts personnels. Malgré la persistance de l'incertitude entourant la pandémie de COVID-19, les reprises étaient en grande partie attribuables à l'amélioration des perspectives économiques au cours du trimestre considéré.

Les provisions pour pertes sur les prêts dépréciés de 12,3 millions \$ ont diminué de 11,2 millions \$ du fait de la baisse des provisions sur les prêts commerciaux et personnels, contrebalancée en partie par la hausse des provisions sur les prêts hypothécaires résidentiels.

Six mois clos le 30 avril 2021 comparativement aux six mois clos le 30 avril 2020

Les provisions pour pertes sur créances ont totalisé 19,2 millions \$, en baisse de 50,6 millions \$, ou 72 %, par rapport à celles pour les six mois clos le 30 avril 2020, les provisions sur les prêts productifs plus élevées à la période correspondante de l'exercice précédent reflétant l'incidence de la pandémie de COVID-19. Les reprises de provisions sur les prêts productifs de 10,8 millions \$ et la diminution des provisions sur les prêts dépréciés au premier semestre 2021 ont également contribué à l'amélioration. Le ratio des provisions pour pertes sur créances par rapport aux prêts et acceptations moyens s'est amélioré de 30 points de base pour se fixer à 12 points de base pour les six mois clos le 30 avril 2021.

Les reprises de provisions pour pertes sur prêts productifs se sont établies à 10,8 millions \$ pour les six mois clos le 30 avril 2021, en comparaison de provisions de 29,8 millions \$ pour les six mois clos le 30 avril 2020, en raison essentiellement des reprises de provisions sur les prêts commerciaux, les prêts personnels et les prêts hypothécaires résidentiels. Malgré la persistance de l'incertitude entourant la pandémie de COVID-19, les reprises étaient en grande partie attribuables à l'amélioration des perspectives économiques au cours du trimestre considéré.

Les provisions pour pertes sur prêts dépréciés de 30,0 millions \$ ont diminué de 10,0 millions \$ du fait de la baisse des provisions sur les prêts personnels et commerciaux, contrebalancée en partie par la hausse des provisions sur les prêts hypothécaires résidentiels.

Deuxième trimestre 2021 comparativement au premier trimestre 2021

Les provisions pour pertes sur créances ont totalisé 2,4 millions \$, en baisse de 14,4 millions \$, ou 86 %, par rapport à celles du premier trimestre 2021. Les reprises de provisions sur les prêts productifs et la baisse des provisions sur les prêts dépréciés au cours du trimestre ont contribué à la baisse. Le ratio des provisions pour pertes sur créances par rapport aux prêts et acceptations moyens s'est amélioré de 17 points de base pour se fixer à 3 points de base.

Les reprises de provisions pour pertes sur prêts productifs se sont établies à 9,9 millions \$ pour le deuxième trimestre 2021, en comparaison de reprises de 0,9 million \$ pour le premier trimestre 2021, ce qui reflète surtout les reprises de provisions sur les prêts commerciaux, les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts personnels. Malgré la persistance de l'incertitude entourant la pandémie de COVID-19, les reprises étaient en grande partie attribuables à l'amélioration des perspectives économiques au cours du trimestre considéré.

Les provisions pour pertes sur prêts dépréciés de 12,3 millions \$ ont diminué de 5,4 millions \$ du fait de la baisse des provisions sur les prêts commerciaux, contrebalancée en partie par la hausse des provisions sur les prêts hypothécaires résidentiels.

TABLEAU 9
PROVISIONS POUR PERTES SUR CRÉANCES

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	Pour les trimestres clos les			Pour les six mois clos les	
	30 avril 2021	31 janvier 2021	30 avril 2020	30 avril 2021	30 avril 2020
Prêts personnels					
Prêts productifs (stades 1 et 2)	(1 466) \$	(307) \$	9 600 \$	(1 773) \$	6 632 \$
Prêts dépréciés (stade 3)	2 700	2 598	7 842	5 298	14 777
	1 234	2 291	17 442	3 525	21 409
Prêts hypothécaires résidentiels					
Prêts productifs (stades 1 et 2)	(2 854)	1 779	771	(1 075)	1 186
Prêts dépréciés (stade 3)	5 332	2 298	625	7 630	1 690
	2 478	4 077	1 396	6 555	2 876
Prêts commerciaux ⁽¹⁾					
Prêts productifs (stades 1 et 2)	(5 595)	(2 359)	21 029	(7 954)	21 956
Prêts dépréciés (stade 3)	4 283	12 791	15 033	17 074	23 559
	(1 312)	10 432	36 062	9 120	45 515
Total des prêts					
Prêts productifs (stades 1 et 2)	(9 915)	(887)	31 400	(10 802)	29 774
Prêts dépréciés (stade 3)	12 315	17 687	23 500	30 002	40 026
Provisions pour pertes sur créances	2 400 \$	16 800 \$	54 900 \$	19 200 \$	69 800 \$
En pourcentage des prêts et des acceptations moyens	0,03 %	0,20 %	0,67 %	0,12 %	0,42 %

(1) Comprennent les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Prêts dépréciés

Les prêts dépréciés bruts se sont établis à 255,3 millions \$ au 30 avril 2021, une baisse de 17,4 millions \$, ou 6 %, par rapport à ceux au 31 octobre 2020, surtout attribuable à une diminution des prêts personnels et commerciaux dépréciés.

Les corrections de valeur pour pertes sur prêts dépréciés ont augmenté de 12,0 millions \$ par rapport à celles au 31 octobre 2020, du fait surtout du portefeuille de prêts commerciaux. Les corrections de valeur pour pertes sur prêts productifs se sont établies à 90,9 millions \$ au 30 avril 2021, une baisse de 6,1 millions \$ par rapport à celles au 31 octobre 2020 attribuable aux hypothèses les plus récentes de la Banque liées aux répercussions de la pandémie de COVID-19. La Banque reste prudente dans le contexte actuel alors que l'aide gouvernementale diminue et que la plupart des mesures de report de paiement ont pris fin récemment.

Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés résumés intermédiaires pour de plus amples renseignements.

TABLEAU 10
PRÊTS DÉPRÉCIÉS

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	Au 30 avril 2021	Au 31 octobre 2020
Prêts dépréciés bruts		
Personnels	23 019 \$	36 105 \$
Hypothécaires résidentiels	67 319	65 846
Commerciaux ⁽¹⁾	164 959	170 786
	255 297	272 737
Corrections de valeur pour pertes sur prêts dépréciés (stade 3)	(88 453)	(76 435)
Prêts dépréciés nets	166 844 \$	196 302 \$
Prêts dépréciés en pourcentage des prêts et des acceptations		
Montant brut	0,77 %	0,82 %
Montant net	0,51 %	0,59 %
Corrections de valeur pour pertes sur prêts productifs		
Stade 1	(50 126) \$	(56 866) \$
Stade 2	(40 815)	(40 221)
	(90 941) \$	(97 087) \$

(1) Comprennent les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Options d'allègement des paiements

Les prêts visés par les programmes d'allègement des paiements toujours en cours totalisaient 35,7 millions \$, ou 0,1 % du portefeuille de prêts au 30 avril 2021, et consistaient principalement en des prêts commerciaux (219,7 millions \$, consistant principalement en des prêts hypothécaires résidentiels, ou 0,7 % du portefeuille de prêts au 31 octobre 2020). La Banque surveille les comptes qui ne bénéficient plus de ces programmes et, selon son évaluation actuelle de la situation relative à la pandémie de COVID-19, les pertes sous-jacentes devraient continuer d'être gérables. Pour de plus amples renseignements, voir la rubrique « Programmes d'allègement des paiements » à la page 56 du rapport annuel 2020 de la Banque et à la note 5 des états financiers consolidés.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché correspond à la perte financière que pourrait subir la Banque en raison des fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres qui sous-tendent leur évaluation, notamment les taux d'intérêt, les taux de change ou les cours boursiers. Ce risque est inhérent aux activités de financement, de placement, de négociation et de gestion de l'actif et du passif (GAP) de la Banque.

Les activités de GAP visent à contrôler le risque structurel de taux d'intérêt, qui correspond à l'incidence négative potentielle des fluctuations des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et la valeur économique du capital de la Banque. La gestion dynamique du risque structurel de taux d'intérêt vise à maximiser la rentabilité de la Banque, tout en préservant la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

Le tableau ci-dessous fournit une mesure de la sensibilité aux variations des taux d'intérêt de la Banque au 30 avril 2021. Tel que présenté, l'effet d'une augmentation soudaine et soutenue de 1 % des taux d'intérêt sur la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et sur le revenu net d'intérêt avant impôts se traduisait comme suit :

TABLEAU 11
ANALYSE DE SENSIBILITÉ AU RISQUE STRUCTUREL DE TAUX D'INTÉRÊT

En milliers de dollars canadiens (non audité)	Au 30 avril 2021	Au 31 octobre 2020
Incidence d'une augmentation de 1 % des taux d'intérêt		
Augmentation du revenu net d'intérêt avant impôts au cours des 12 prochains mois	19 914 \$	23 476 \$
Diminution de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (après impôts sur le résultat)	(27 002) \$	(36 690) \$

RISQUE D'ILLIQUIDITÉ ET DE FINANCEMENT

Le risque d'illiquidité et de financement correspond à la possibilité que la Banque ne soit pas en mesure de réunir, au moment approprié et à des conditions raisonnables, les fonds nécessaires pour respecter ses obligations financières. Les obligations financières comprennent les obligations envers les déposants et les fournisseurs, de même que les exigences visant les engagements au titre de prêts, les placements et le nantissement.

La Banque maintient des liquidités et un financement qui sont appropriés aux fins de la mise en œuvre de sa stratégie, de sorte que le risque d'illiquidité et de financement demeure largement dans les limites de son profil de risque.

La Banque surveille quotidiennement les liquidités et veille à ce que les indicateurs de liquidité respectent les limites établies, en accordant une attention particulière aux échéances des dépôts et des prêts ainsi qu'à la disponibilité et à la demande de fonds au moment de la planification du financement. Une réserve d'actifs liquides non grevés qui sont immédiatement disponibles est maintenue et constitue sa réserve de liquidités. Cette réserve ne tient pas compte de la disponibilité des facilités de liquidités en cas d'urgence de la banque centrale. Les besoins sont déterminés en fonction de scénarios évaluant les actifs liquides nécessaires pour couvrir des taux prédéterminés de retrait de financement de gros et de dépôts de particuliers au cours de périodes précises.

La Banque reçoit des dépôts de clients particuliers, commerciaux et institutionnels et a accès à du financement de gros de sources diversifiées. De plus, la Banque obtient des dépôts de particuliers par différents canaux, notamment le réseau de succursales au Québec et par l'entremise de conseillers et de courtiers, ainsi que le canal numérique. Les options de financement de gros comprennent la titrisation de prêts et l'émission de titres de participation ou de titres d'emprunt sur les marchés des capitaux. Les limites relatives aux sources de financement font l'objet d'une surveillance par le comité de gestion de l'actif et du passif, le comité exécutif et le conseil d'administration.

La Banque gère également ses liquidités conformément aux mesures de liquidité réglementaires de la ligne directrice exhaustive de portée nationale, intitulée *Normes de liquidité* (LAR), du BSIF. Ces mesures réglementaires comprennent le ratio de liquidité à court terme (LCR) qui prend appui sur le dispositif international de Bâle III relatif à la liquidité du CBCB, et l'outil de surveillance des flux de trésorerie nets cumulatifs (NCCF) conçu par le BSIF. Selon le LCR, les banques sont tenues de détenir un encours d'actifs liquides de haute qualité pour satisfaire aux obligations financières nettes à court terme permettant de surmonter une crise grave d'une période de trente jours.

Au cours des six mois clos le 30 avril 2021, la Banque se conformait à la ligne directrice LAR.

Notes de crédit

Les dépôts de particuliers, levés par le réseau de succursales au Québec et par l'intermédiaire du canal des conseillers et des courtiers, constituent la principale source de financement de la Banque. La Banque se tourne également vers les marchés de gros afin d'obtenir du financement grâce à la titrisation et au financement non garanti. La capacité de la Banque d'obtenir ce type de financement, en particulier du financement des ventes en gros, est liée aux notes de crédit attribuées par les agences de notation comme DBRS Morningstar (DBRS) et Standard & Poor's Global Ratings (S&P). Les révisions des notes de crédit de la Banque pourraient donc avoir une incidence sur le financement des activités et sur les autres obligations de garantie.

Les modifications aux notes de crédit pourraient également avoir une incidence sur la participation de la Banque à d'autres arrangements bancaires. La Banque assure une surveillance régulière de l'incidence d'un déclassement hypothétique de sa note de crédit sur les exigences en matière de garantie. Au 30 avril 2021, les garanties additionnelles qui seraient requises dans l'éventualité d'une baisse d'un cran à trois crans de la note de crédit sont négligeables.

Le 15 avril 2021, DBRS a révisé la perspective de la note de crédit à long terme de la Banque, pour la faire passer de négative à stable, et a confirmé les notes de crédit à long terme de A (bas) et de R-1 (bas) de la Banque. Le 16 avril 2021, S&P a révisé la perspective de la note de crédit à long terme de la Banque, pour la faire passer de négative à stable, et a confirmé les notes de crédit à long et à court terme de BBB et de A-2 de la Banque.

Le tableau 12 présente les notes de crédit de la Banque attribuées par les agences de notation.

TABLEAU 12

NOTES DE CRÉDIT

Au 26 mai 2021

	DBRS	S & P
Dépôts et dette à long terme	A (bas)	BBB
Obligations sécurisées	AAA	s. o.
Instruments à court terme	R-1 (bas)	A-2
Dette subordonnée admissible comme FPUNV	BBB (bas)	BB+
Billets avec remboursement de capital à recours limité admissibles comme FPUNV	BB (haut)	BB-
Actions privilégiées admissibles comme FPUNV	Pfd-3	BB-
Perspectives	Stables ⁽¹⁾	Stables ⁽²⁾

(1) Les tendances accompagnant les notations constituent une indication de l'avis de DBRS sur les perspectives de la notation en question : « positive », « stable » ou « négative ». La tendance indique la direction que DBRS prévoit pour la notation si la tendance se maintient ou, dans certains cas, à moins que certains défis soient relevés. Une tendance positive ou négative n'indique pas un changement de note imminent. En général, les conditions menant à l'attribution d'une tendance négative ou positive se résorbent en 12 mois ou moins.

(2) Une perspective de notation attribuée par S&P est une évaluation de l'évolution potentielle d'une note de crédit à long terme sur un horizon à moyen terme (en général de six mois à deux ans). Tout changement dans les conditions économiques ou financières est pris en considération dans la détermination d'une perspective de notation. Une perspective ne constitue pas nécessairement un signe avant-coureur d'un changement de note de crédit ou d'une intervention future. Les perspectives de notation déterminées par S&P et leur signification sont les suivantes : « positive » signifie que la note pourrait être haussée; « négative » signifie que la note pourrait être abaissée; « stable » signifie qu'il est peu probable que la note change; « en développement » signifie qu'une note pourrait être haussée ou abaissée.

Échéance contractuelle des actifs et des passifs

Les tableaux suivants présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs à leur valeur comptable (p. ex., au coût amorti ou à la juste valeur) aux dates de clôture ci-après. Les détails ayant trait à l'échéance contractuelle constituent une source d'information pour la gestion du risque d'illiquidité.

TABLEAU 13

ÉCHÉANCE CONTRACTUELLE DES ACTIFS ET DES PASSIFS

Au 30 avril 2021

En milliers de dollars canadiens (non audité)	À terme							Aucune échecance	Total
	De 0 à 3 mois	Plus de 3 mois à 6 mois	Plus de 6 mois à 9 mois	Plus de 9 mois à 1 an	Plus de 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans		
Actifs									
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès de banques	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	45 776 \$	45 776 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	428 080	—	—	25 000	—	—	—	75 695	528 775
Valeurs mobilières	355 440	515 262	383 508	111 536	1 207 862	1 745 148	1 530 759	349 688	6 199 203
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente	2 502 883	127 530	—	311 421	236 101	—	—	—	3 177 935
Prêts ⁽¹⁾									
Prêts personnels	17 012	38 283	34 147	11 941	94 948	58 157	10 600	3 643 183	3 908 273
Prêts hypothécaires résidentiels	1 030 066	933 747	1 016 237	867 993	2 942 489	8 926 391	54 262	112 954	15 884 139
Prêts commerciaux	2 501 466	879 360	927 317	806 960	2 418 589	2 270 984	1 275 449	2 091 826	13 171 951
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	39 200	—	—	—	—	—	—	—	39 200
Corrections de valeur pour pertes sur prêts	—	—	—	—	—	—	—	(179 394)	(179 394)
	3 587 744	1 851 390	1 977 702	1 686 894	5 456 027	11 255 532	1 340 312	5 668 569	32 824 169
Autres	1 053	819	2 449	543	1 730	486	—	1 822 725	1 829 804
Actifs totaux	6 875 200 \$	2 495 001 \$	2 363 659 \$	2 135 393 \$	6 901 719 \$	13 001 166 \$	2 871 071 \$	7 962 453 \$	44 605 662 \$
Passifs et capitaux propres									
Dépôts									
Dépôts de particuliers ⁽¹⁾	1 691 298 \$	1 438 242 \$	1 847 059 \$	1 699 150 \$	3 527 403 \$	2 327 615 \$	26 419 \$	5 725 757 \$	18 282 941 \$
Dépôts d'entreprises, de banques et autres dépôts ⁽¹⁾	232 110	138 630	75 993	181 598	128 178	44 006	821	1 803 135	2 604 470
Dépôts de gros	288 000	308 920	158 517	—	605 041	733 370	—	—	2 093 848
	2 211 408	1 885 791	2 081 570	1 880 749	4 260 621	3 104 991	27 239	7 528 891	22 981 259
Engagements au titre des valeurs vendues à découvert ⁽²⁾	668 200	89 378	12 994	53 815	248 222	849 389	1 166 758	—	3 088 756
Engagements au titre des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat	1 501 199	255 850	—	626 823	523 687	—	—	—	2 907 558
Autres passifs	42 843	3 617	3 423	3 299	23 607	21 702	98 703	1 476 667	1 673 861
Dettes liées aux activités de titrisation ⁽³⁾	675 133	284 132	596 193	179 051	1 612 992	5 912 974	1 482 623	159 981	10 903 078
Dettes subordonnées	—	—	—	—	349 610	—	—	—	349 610
Capitaux propres	125 000	—	—	—	—	125 000	—	2 451 540	2 701 540
Passifs et capitaux propres totaux	5 223 782 \$	2 518 767 \$	2 694 180 \$	2 743 737 \$	7 018 738 \$	10 014 056 \$	2 775 323 \$	11 617 079 \$	44 605 662 \$

(1) Il est présumé que les éléments pouvant être recouverts à vue n'ont pas d'échéance précise.

(2) Les montants sont fonction de l'échéance contractuelle résiduelle de la valeur sous-jacente.

(3) Les flux de trésorerie de titrisation de prêts personnels suivent un modèle de remboursement anticipé.

En milliers de dollars canadiens (non audité)	À terme								Total
	De 0 à 3 mois	Plus de 3 mois à 6 mois	Plus de 6 mois à 9 mois	Plus de 9 mois à 1 an	Plus de 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Aucune échéance	
Actifs									
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès de banques	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	69 661 \$	69 661 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	482 960	—	—	25 000	—	—	—	95 221	603 181
Valeurs mobilières	652 671	268 379	109 515	252 828	751 986	2 074 340	1 352 518	336 979	5 799 216
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente	2 173 297	639 005	—	79 634	248 292	—	—	—	3 140 228
Prêts ⁽¹⁾									
Prêts personnels	18 583	17 726	14 713	33 193	91 301	104 487	12 224	3 828 648	4 120 875
Prêts hypothécaires résidentiels	1 087 848	1 083 096	1 216 124	968 575	3 871 161	7 948 695	50 837	115 554	16 341 890
Prêts commerciaux	2 342 341	919 009	1 172 762	758 031	2 421 636	2 027 004	1 097 008	1 992 569	12 730 360
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corrections de valeur pour pertes sur prêts	—	—	—	—	—	—	—	[173 522]	[173 522]
	3 448 772	2 019 831	2 403 599	1 759 799	6 384 098	10 080 186	1 160 069	5 763 249	33 019 603
Autres	2 924	604	615	688	4 041	685	—	1 526 214	1 535 771
Actifs totaux	6 760 624 \$	2 927 819 \$	2 513 729 \$	2 117 949 \$	7 388 417 \$	12 155 211 \$	2 512 587 \$	7 791 324 \$	44 167 660 \$
Passifs et capitaux propres									
Dépôts									
Dépôts de particuliers ⁽¹⁾	2 166 644 \$	2 105 253 \$	1 671 329 \$	1 461 809 \$	3 358 456 \$	2 774 267 \$	28 893 \$	5 229 499 \$	18 796 150 \$
Dépôts d'entreprises, de banques et autres dépôts ⁽¹⁾	244 701	160 147	206 613	146 803	170 395	46 704	844	1 663 364	2 639 571
Dépôts institutionnels	416 900	648 000	—	238 450	778 610	402 522	—	—	2 484 482
	2 828 245	2 913 400	1 877 942	1 847 062	4 307 461	3 223 493	29 737	6 892 863	23 920 203
Engagements au titre des valeurs vendues à découvert ⁽²⁾	752 043	66 222	5 873	50 886	162 715	754 313	1 227 405	1 252	3 020 709
Engagements au titre des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat	343 343	1 404 868	—	159 793	503 645	—	—	—	2 411 649
Autres passifs	3 048	3 610	3 552	3 531	23 208	31 695	92 018	1 509 257	1 669 919
Dettes liées aux activités de titrisation ⁽³⁾	536 301	362 566	708 099	290 437	1 637 102	5 406 786	1 092 918	150 288	10 184 497
Dettes subordonnées	—	—	—	—	349 442	—	—	—	349 442
Capitaux propres	—	—	125 000	—	—	125 000	—	2 361 241	2 611 241
Passifs et capitaux propres totaux	4 462 980 \$	4 750 666 \$	2 720 466 \$	2 351 709 \$	6 983 573 \$	9 541 287 \$	2 442 078 \$	10 914 901 \$	44 167 660 \$

(1) Il est présumé que les éléments pouvant être recouverts à vue n'ont pas d'échéance précise.

(2) Les montants sont fonction de l'échéance contractuelle résiduelle de la valeur sous-jacente.

(3) Les flux de trésorerie de titrisation de prêts personnels suivent un modèle de remboursement anticipé.

DONNÉES FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES – RÉSULTATS TRIMESTRIELS

TABLEAU 14
DONNÉES FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES – RÉSULTATS TRIMESTRIELS

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et les pourcentages (non audité)	30 avril 2021	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 juillet 2020	30 avril 2020	31 janvier 2020	31 octobre 2019	31 juillet 2019
Revenu net d'intérêt	171 476 \$	173 074 \$	169 346 \$	173 546 \$	170 747 \$	168 785 \$	173 205 \$	176 042 \$
Autres revenus	78 292	74 300	74 193	75 063	69 401	69 928	68 433	68 611
Revenu total	249 768	247 374	243 539	248 609	240 148	238 713	241 638	244 653
Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis	—	—	100	127	179	232	284	336
Provisions pour pertes sur créances	2 400	16 800	24 200	22 300	54 900	14 900	12 600	12 100
Frais autres que d'intérêt	179 561	174 063	177 592	183 777	183 516	188 902	180 828	177 858
Résultat avant impôts sur le résultat	67 807	56 511	41 647	42 405	1 553	34 679	47 926	54 359
Impôts sur le résultat	14 745	11 692	4 836	6 188	[7 332]	2 507	6 583	6 561
Résultat net	53 062 \$	44 819 \$	36 811 \$	36 217 \$	8 885 \$	32 172 \$	41 343 \$	47 798 \$
Résultat par action								
de base	1,15 \$	0,96 \$	0,79 \$	0,77 \$	0,13 \$	0,68 \$	0,90 \$	1,05 \$
dilué	1,15 \$	0,96 \$	0,79 \$	0,77 \$	0,13 \$	0,68 \$	0,90 \$	1,05 \$

RÉGIE D'ENTREPRISE ET MODIFICATIONS AU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au cours du deuxième trimestre clos le 30 avril 2021, aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) n'a eu une incidence importante ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur le CIIF.

Le conseil d'administration de la Banque Laurentienne du Canada a approuvé ce document avant sa diffusion.

MÉTHODES ET ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Les principales méthodes comptables auxquelles se conforme la Banque sont présentées aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés annuels 2020. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le deuxième trimestre clos le 30 avril 2021 ont été préparés conformément à ces méthodes comptables.

Certaines de ces méthodes comptables sont jugées critiques, étant donné qu'elles exigent de la direction qu'elle exerce son jugement pour formuler des estimations particulièrement importantes qui, du fait de leur nature, soulèvent des incertitudes. Les modifications de ces estimations pourraient avoir une incidence considérable sur les états financiers consolidés de la Banque. Voir la rubrique « Méthodes et estimations comptables critiques » du rapport annuel 2020 de la Banque ainsi que les notes 2 et 3 des états financiers consolidés annuels 2020 pour de plus amples renseignements.

Incidence de la COVID-19 sur les jugements, estimations et hypothèses

La préparation de l'information financière exige de faire des estimations et de poser des jugements concernant la conjoncture économique future. La pandémie mondiale qui a fait suite à l'écllosion de la COVID-19 a amplifié l'incertitude à l'égard des hypothèses utilisées par la direction pour poser des jugements et faire des estimations. Il est difficile de prédire à l'heure actuelle toute l'ampleur de l'incidence que la COVID-19, y compris celle des réponses que les gouvernements ou les organismes de réglementation, ou les deux, prendront pour faire face à la pandémie, aura sur l'économie du Canada et des États-Unis et les activités de la Banque, laquelle est hautement incertaine. Par conséquent, le niveau de l'incertitude associée aux jugements et aux estimations de la direction a augmenté. Voir la rubrique « Méthodes et estimations comptables critiques » du rapport annuel 2020 de la Banque ainsi que les notes 2 et 3 des états financiers consolidés annuels 2020.

MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES À VENIR

L'IASB a publié de nouvelles normes et des modifications aux normes existantes qui s'appliquent pour la Banque à divers exercices ouverts à compter du 1^{er} novembre 2021. À l'exception de l'adoption du *Cadre conceptuel de l'information financière* le 1^{er} novembre 2020, il n'y a eu aucune mise à jour importante des méthodes comptables à venir présentées à la note 4 des états financiers consolidés annuels 2020 et à la rubrique « Modifications de méthodes comptables à venir » du rapport annuel 2020 de la Banque.

BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

INTERMÉDIAIRES NON AUDITÉS

AU 30 AVRIL 2021 ET POUR LA PÉRIODE CLOSE À CETTE DATE

TABLE DES MATIÈRES

BILAN CONSOLIDÉ.....	26
ÉTAT DU RÉSULTAT CONSOLIDÉ.....	27
ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ.....	28
ÉTAT DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉ.....	29
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ.....	31
NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES	
1. Information générale.....	32
2. Mode de présentation.....	32
3. Modifications de méthodes comptables à venir.....	33
4. Valeurs mobilières.....	33
5. Prêts et corrections de valeur pour pertes sur créances.....	34
6. Titrisation et entités structurées.....	40
7. Dépôts.....	41
8. Capital-actions.....	42
9. Rémunération fondée sur des actions.....	43
10. Avantages postérieurs à l'emploi.....	45
11. Résultat par action.....	45
12. Instruments financiers – juste valeur.....	45
13. Revenu lié aux instruments financiers.....	46
14. Passifs éventuels.....	46
15. Charges de restructuration.....	46
16. Événements postérieurs.....	47

BILAN CONSOLIDÉ

En milliers de dollars canadiens (non audité)	Notes	Au 30 avril 2021	Au 31 octobre 2020
Actif			
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès de banques		45 776 \$	69 661 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques		528 775	603 181
Valeurs mobilières	4 et 6		
Au coût amorti		3 032 749	3 109 698
À la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN)		2 871 937	2 414 939
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG)		294 517	274 579
		6 199 203	5 799 216
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente		3 177 935	3 140 228
Prêts	5 et 6		
Personnels		3 908 273	4 120 875
Hypothécaires résidentiels		15 884 139	16 341 890
Commerciaux		13 171 951	12 730 360
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations		39 200	—
		33 003 563	33 193 125
Corrections de valeur pour pertes sur prêts		(179 394)	(173 522)
		32 824 169	33 019 603
Autres			
Dérivés		358 133	295 122
Immobilisations corporelles		192 578	199 869
Logiciels et autres immobilisations incorporelles		364 269	380 259
Goodwill		112 914	117 286
Actif d'impôt différé		49 196	62 216
Autres actifs		752 714	481 019
		1 829 804	1 535 771
		44 605 662 \$	44 167 660 \$
Passif et capitaux propres			
Dépôts	7		
Particuliers		18 282 941 \$	18 796 150 \$
Entreprises, banques et autres		4 698 318	5 124 053
		22 981 259	23 920 203
Autres			
Engagements au titre des valeurs vendues à découvert		3 088 756	3 020 709
Engagements au titre des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat		2 907 558	2 411 649
Acceptations		39 200	—
Dérivés		123 164	127 412
Passif d'impôt différé		53 072	55 333
Autres passifs	14	1 458 425	1 487 174
		7 670 175	7 102 277
Dettes liées aux activités de titrisation	6	10 903 078	10 184 497
Dettes subordonnées		349 610	349 442
Capitaux propres			
Actions avec remboursement privilégiées	8	244 038	244 038
Actions ordinaires	8	1 166 031	1 159 488
Résultats non distribués		1 254 113	1 152 973
Cumul des autres éléments du résultat global		34 080	52 215
Réserve pour rémunération fondée sur des actions	9	3 278	2 527
		2 701 540	2 611 241
		44 605 662 \$	44 167 660 \$

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTAT DU RÉSULTAT CONSOLIDÉ

En milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action (non audité)	Notes	Pour les trimestres clos les			Pour les six mois clos les	
		30 avril 2021	31 janvier 2021	30 avril 2020	30 avril 2021	30 avril 2020
Revenu d'intérêt et de dividendes	13					
Prêts		277 124 \$	288 817 \$	335 547 \$	565 941 \$	690 168 \$
Valeurs mobilières		11 404	11 753	16 210	23 157	33 906
Dépôts auprès de banques		463	427	1 532	890	3 861
Autres, incluant les dérivés		21 987	25 373	10 959	47 360	15 868
		310 978	326 370	364 248	637 348	743 803
Frais d'intérêt	13					
Dépôts		91 648	103 851	140 534	195 499	294 379
Dettes liées aux activités de titrisation		42 551	43 908	45 791	86 459	93 488
Dettes subordonnées		3 710	3 828	3 742	7 538	7 573
Autres, incluant les dérivés		1 593	1 709	3 434	3 302	8 831
		139 502	153 296	193 501	292 798	404 271
Revenu net d'intérêt		171 476	173 074	170 747	344 550	339 532
Autres revenus						
Commissions sur prêts		17 048	16 097	14 801	33 145	30 095
Frais et commissions de courtage en valeurs mobilières		17 098	14 110	12 226	31 208	22 826
Commissions sur la vente de fonds communs de placement		11 856	11 635	10 202	23 491	21 136
Frais de service		7 961	7 237	8 478	15 198	17 805
Revenus tirés des instruments financiers		6 552	9 091	6 935	15 643	11 741
Revenus tirés des services de cartes		6 610	6 699	6 723	13 309	15 274
Frais tirés des comptes d'investissement		4 529	3 755	4 583	8 284	8 844
Revenus d'assurance, montant net		2 942	2 689	2 087	5 631	5 149
Autres		3 696	2 987	3 366	6 683	6 459
		78 292	74 300	69 401	152 592	139 329
Revenu total		249 768	247 374	240 148	497 142	478 861
Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis		—	—	179	—	411
Provisions pour pertes sur créances	5	2 400	16 800	54 900	19 200	69 800
Frais autres que d'intérêt						
Salaires et avantages du personnel	9 et 10	97 455	95 406	93 972	192 861	189 241
Frais d'occupation de locaux et technologie		49 869	48 456	50 722	98 325	100 489
Autres		30 347	29 580	38 496	59 927	79 628
Charges de restructuration	15	1 890	621	326	2 511	3 060
		179 561	174 063	183 516	353 624	372 418
Résultat avant impôts sur le résultat		67 807	56 511	1 553	124 318	36 232
Impôts sur le résultat		14 745	11 692	(7 332)	26 437	(4 825)
Résultat net		53 062 \$	44 819 \$	8 885 \$	97 881 \$	41 057 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts connexes		3 116	3 117	3 197	6 233	6 394
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires		49 946 \$	41 702 \$	5 688 \$	91 648 \$	34 663 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)						
de base		43 370	43 273	42 812	43 321	42 738
dilué		43 430	43 273	42 812	43 350	42 775
Résultat par action	11					
de base		1,15 \$	0,96 \$	0,13 \$	2,12 \$	0,81 \$
dilué		1,15 \$	0,96 \$	0,13 \$	2,11 \$	0,81 \$
Dividendes déclarés par action						
Actions ordinaires		0,40 \$	0,40 \$	0,67 \$	0,80 \$	1,34 \$
Actions privilégiées – série 13		0,26 \$	0,26 \$	0,26 \$	0,52 \$	0,52 \$
Actions privilégiées – série 15		0,37 \$	0,37 \$	0,37 \$	0,73 \$	0,73 \$

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

En milliers de dollars canadiens (non audité)	Pour les trimestres clos les			Pour les six mois clos les	
	30 avril 2021	31 janvier 2021	30 avril 2020	30 avril 2021	30 avril 2020
Résultat net	53 062 \$	44 819 \$	8 885 \$	97 881 \$	41 057 \$
Autres éléments du résultat global, après impôts sur le résultat					
Éléments qui peuvent ultérieurement être reclassés à l'état du résultat					
Variation nette des titres d'emprunt à la JVAERG					
Profits latents nets (pertes latentes nettes) sur les titres d'emprunt à la JVAERG	(1 156)	17	919	(1 139)	902
Reclassement en résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les titres d'emprunt à la JVAERG	(35)	(204)	(17)	(239)	7
	(1 191)	(187)	902	(1 378)	909
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	10 887	(1 333)	31 756	9 554	33 998
Écarts de conversion, montant net					
Profits de change latents (pertes de change latentes) sur les investissements dans des établissements à l'étranger, montant net	(18 859)	(19 277)	23 860	(38 136)	26 279
Profits (pertes) sur les couvertures des investissements dans des établissements à l'étranger, montant net	5 346	6 479	(5 498)	11 825	(5 351)
	(13 513)	(12 798)	18 362	(26 311)	20 928
	(3 817)	(14 318)	51 020	(18 135)	55 835
Éléments qui ne peuvent ultérieurement être reclassés à l'état du résultat					
Profits (pertes) à la réévaluation des régimes d'avantages du personnel	11 905	4 620	(8 674)	16 525	(11 578)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de capitaux propres désignés à la JVAERG	12 358	15 243	(24 425)	27 601	(19 667)
	24 263	19 863	(33 099)	44 126	(31 245)
Total des autres éléments du résultat global, après impôts sur le résultat	20 446	5 545	17 921	25 991	24 590
Résultat global	73 508 \$	50 364 \$	26 806 \$	123 872 \$	65 647 \$

IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT — AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Les impôts sur le résultat (le recouvrement) liés à chaque composante des autres éléments du résultat global sont présentés dans le tableau suivant.

En milliers de dollars canadiens (non audité)	Pour les trimestres clos les			Pour les six mois clos les	
	30 avril 2021	31 janvier 2021	30 avril 2020	30 avril 2021	30 avril 2020
Variation nette des titres d'emprunt à la JVAERG					
Profits latents nets (pertes latentes nettes) sur les titres d'emprunt à la JVAERG	(417) \$	6 \$	331 \$	(411) \$	325 \$
Reclassement en résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les titres d'emprunt à la JVAERG	(13)	(73)	(6)	(86)	3
	(430)	(67)	325	(497)	328
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couvertures des flux de trésorerie	3 919	(481)	11 453	3 438	12 261
Écarts de conversion, montant net					
Profits (pertes) sur les couvertures des investissements dans des établissements à l'étranger, montant net	15	(86)	102	(71)	102
Profits (pertes) à la réévaluation des régimes d'avantages du personnel	4 287	1 664	(3 128)	5 951	(4 175)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de capitaux propres désignés à la JVAERG	4 456	5 496	(8 813)	9 952	(7 096)
	12 247 \$	6 526 \$	(61) \$	18 773 \$	1 420 \$

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTAT DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉ

Pour les six mois clos le 30 avril

En milliers de dollars canadiens (non audité)	Cumul des autres éléments du résultat global							Réserve pour rémunération fondée sur des actions	Total des capitaux propres
	Actions privilégiées (note 8)	Actions ordinaires (note 8)	Résultats non distribués	Titres d'emprunt à la JVAERG	Couvertures de flux de trésorerie	Conversion des établissements à l'étranger	Total		
Solde au 31 octobre 2020	244 038 \$	1 159 488 \$	1 152 973 \$	1 784 \$	43 593 \$	6 838 \$	52 215 \$	2 527 \$	2 611 241 \$
Résultat net			97 881						97 881
Autres éléments du résultat global (après impôts sur le résultat)									
Pertes latentes nettes sur les titres d'emprunt à la JVAERG				(1 139)			(1 139)		(1 139)
Reclassement en résultat net des profits nets sur les titres d'emprunt à la JVAERG				(239)			(239)		(239)
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie					9 554		9 554		9 554
Pertes de change latentes sur les investissements dans des établissements à l'étranger, montant net						(38 136)	(38 136)		(38 136)
Profits sur les couvertures des investissements dans des établissements à l'étranger, montant net						11 825	11 825		11 825
Profits à la réévaluation des régimes d'avantages du personnel			16 525						16 525
Profits nets sur les titres de capitaux propres désignés à la JVAERG			27 601						27 601
Résultat global			142 007	(1 378)	9 554	(26 311)	(18 135)		123 872
Émission d'actions		6 543							6 543
Rémunération fondée sur des actions								751	751
Dividendes									
Actions privilégiées, y compris les impôts connexes			(6 233)						(6 233)
Actions ordinaires			(34 634)						(34 634)
Solde au 30 avril 2021	244 038 \$	1 166 031 \$	1 254 113 \$	406 \$	53 147 \$	(19 473) \$	34 080 \$	3 278 \$	2 701 540 \$

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTAT DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉ (SUITE)

Pour les six mois clos le 30 avril

En milliers de dollars canadiens (non audité)	Actions privilégiées (note 8)	Actions ordinaires (note 8)	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			Total	Réserve pour rémunération fondée sur des actions	Total des capitaux propres
				Titres d'emprunts à la JVAERG	Couvertures de flux de trésorerie	Conversion des établissements à l'étranger			
Solde au 1 ^{er} novembre 2019	244 038 \$	1 139 193 \$	1 154 412 \$	328 \$	21 049 \$	(430) \$	20 947 \$	1 815 \$	2 560 405 \$
Résultat net			41 057						41 057
Autres éléments du résultat global (après impôts sur le résultat)									
Profits latents nets sur les titres d'emprunt à la JVAERG				902			902		902
Reclassement en résultat net des pertes nettes sur les titres d'emprunt à la JVAERG				7			7		7
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie					33 998		33 998		33 998
Profits de change latents sur les investissements dans des établissements à l'étranger, montant net						26 279	26 279		26 279
Pertes sur les couvertures des investissements dans des établissements à l'étranger, montant net						(5 351)	(5 351)		(5 351)
Pertes à la réévaluation des régimes d'avantages du personnel			(11 578)						(11 578)
Pertes nettes sur les titres de capitaux propres désignés à la JVAERG			(19 667)						(19 667)
Résultat global			9 812	909	33 998	20 928	55 835		65 647
Émission d'actions		10 941							10 941
Rémunération fondée sur des actions								1 143	1 143
Dividendes									
Actions privilégiées, y compris les impôts connexes			(6 394)						(6 394)
Actions ordinaires			(57 203)						(57 203)
Solde au 30 avril 2020	244 038 \$	1 150 134 \$	1 100 627 \$	1 237 \$	55 047 \$	20 498 \$	76 782 \$	2 958 \$	2 574 539 \$

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

En milliers de dollars canadiens (non audité)	Notes	Pour les trimestres clos les			Pour les six mois clos les	
		30 avril 2021	31 janvier 2021	30 avril 2020	30 avril 2021	30 avril 2020
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation						
Résultat net		53 062 \$	44 819 \$	8 885 \$	97 881 \$	41 057 \$
Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation :						
Provisions pour pertes sur créances	5	2 400	16 800	54 900	19 200	69 800
Impôt différé		89	540	(12 900)	629	(13 193)
Amortissement des immobilisations corporelles		5 903	5 924	5 917	11 827	11 808
Amortissement des logiciels et autres immobilisations incorporelles		10 329	10 365	10 364	20 694	20 451
Variation des actifs et des passifs d'exploitation :						
Prêts		217 000	(38 492)	(206 677)	178 508	(77 894)
Acceptations		39 200	—	141 079	39 200	93 598
Valeurs mobilières à la JVRN		158 777	(615 775)	(993 032)	(456 998)	(468 435)
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente		326 999	(364 706)	440 090	(37 707)	(193 522)
Intérêts courus à recevoir		4 849	5 373	(22 903)	10 222	(246)
Actifs dérivés		(38 556)	(24 455)	(261 365)	(63 011)	(258 710)
Dépôts		(626 093)	(312 851)	103 313	(938 944)	(348 338)
Engagements au titre des valeurs vendues à découvert		(584 282)	652 329	(43 476)	68 047	771 423
Engagements au titre des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat		188 997	306 912	405 278	495 909	(30 118)
Intérêts courus à payer		(19 970)	(57 915)	11 228	(77 885)	(13 008)
Passifs dérivés		19 369	(23 617)	142 996	(4 248)	159 294
Dette liée aux activités de titrisation		319 429	399 152	350 747	718 581	364 390
Autres, montant net		(82 964)	(128 394)	(72 269)	(211 358)	(10 394)
		(5 462)	(123 991)	62 175	(129 453)	117 963
Flux de trésorerie liés aux activités de financement						
Paiement d'obligations locatives		(4 750)	(4 676)	(3 966)	(9 426)	(8 629)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires	8	25	—	(9)	25	11
Dividendes		(31 291)	(3 058)	(26 002)	(34 349)	(73 404)
		(36 016)	(7 734)	(29 977)	(43 750)	(82 022)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement						
Variation des valeurs mobilières au coût amorti						
Acquisitions		(703 132)	(310 175)	(533 867)	(1 013 307)	(1 266 952)
Produit à la vente et à l'échéance		573 995	516 257	355 068	1 090 252	1 375 041
Variations des valeurs mobilières à la JVAERG						
Acquisitions		(170 796)	(80 243)	(76 064)	(251 039)	(160 796)
Produit à la vente et à l'échéance		165 825	101 090	48 627	266 915	138 626
Acquisitions d'immobilisations corporelles et de logiciels et d'autres immobilisations incorporelles		(8 307)	(4 705)	(16 377)	(13 012)	(32 500)
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques		152 186	(77 780)	183 046	74 406	(108 202)
		9 771	144 444	(39 567)	154 215	(54 783)
Effet des variations des taux de change sur la trésorerie et les dépôts non productifs d'intérêts auprès de banques						
		(1 550)	(3 347)	8 800	(4 897)	8 888
Variation nette de la trésorerie et des dépôts non productifs d'intérêts auprès de banques						
		(33 257)	9 372	1 431	(23 885)	(9 954)
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès de banques au début de la période						
		79 033	69 661	79 273	69 661	90 658
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès de banques à la fin de la période						
		45 776 \$	79 033 \$	80 704 \$	45 776 \$	80 704 \$
Informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :						
Intérêts versés au cours de la période		159 308 \$	215 504 \$	185 748 \$	374 812 \$	422 751 \$
Intérêts reçus au cours de la période		310 793 \$	334 928 \$	331 378 \$	645 721 \$	731 817 \$
Dividendes reçus au cours de la période		3 345 \$	3 290 \$	4 081 \$	6 635 \$	7 936 \$
Impôts sur le résultat payés au cours de la période		14 677 \$	23 866 \$	1 927 \$	38 543 \$	6 998 \$

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire (non audité)

1. INFORMATION GÉNÉRALE

La Banque Laurentienne du Canada (la Banque) offre des services financiers à ses clients particuliers, commerciaux et institutionnels. La Banque exerce principalement ses activités au Canada et aux États-Unis.

La Banque est la société mère ultime du groupe. La Banque est une banque à charte de l'annexe 1 de la *Loi sur les banques* (Canada). Son siège social est situé à Montréal, au Canada, et son bureau principal, à Toronto, au Canada. Les actions ordinaires de la Banque (symbole boursier : LB) sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour la période close le 30 avril 2021 ont reçu l'approbation du conseil d'administration aux fins de publication le 1^{er} juin 2021.

2. MODE DE PRÉSENTATION

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires ont également été établis conformément à la *Loi sur les banques* qui prévoit que, sauf indication contraire du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), les états financiers doivent être préparés selon les IFRS.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2020 préparés selon les IFRS. Les méthodes comptables décrites à la note 3 des états financiers consolidés annuels ont été appliquées uniformément pour toutes les périodes présentées dans les présents états financiers consolidés.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été préparés sur la base du coût historique, à l'exception de certains éléments comptabilisés à la juste valeur, comme il est décrit à la note 3 des états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2020.

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation de la Banque.

2.1 MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Cadre conceptuel de l'information financière

En mars 2018, l'IASB a publié un ensemble de concepts complet pour l'information financière, le *Cadre conceptuel de l'information financière* révisé (cadre conceptuel), qui remplace la version précédente du cadre conceptuel publiée en 2010. Le cadre conceptuel établit les concepts fondamentaux pour l'information financière qui orientent l'IASB dans l'élaboration des normes IFRS. Il vise à s'assurer que les normes sont théoriquement cohérentes et que les transactions similaires sont traitées de la même façon afin de fournir de l'information utile aux investisseurs, prêteurs et autres créanciers.

Le cadre conceptuel révisé est entré en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020 pour les sociétés qui utilisent le cadre conceptuel pour élaborer des méthodes comptables lorsqu'aucune norme IFRS ne s'applique à une transaction donnée.

L'adoption du cadre conceptuel révisé n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés de la Banque au 1^{er} novembre 2020.

2.2 JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES IMPORTANTS

La préparation des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires exige de la direction qu'elle pose des jugements importants et fasse des estimations et des hypothèses subjectives ayant une incidence sur les montants présentés de certains actifs, passifs, revenus, charges et d'autres informations connexes. Les estimations faites par la direction sont fondées sur des données historiques et d'autres hypothèses jugées raisonnables.

Des jugements ont été posés, et des estimations et des hypothèses ont été formulées, notamment à l'égard des éléments comptables suivants et sont traités comme il est mentionné dans les états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2020 :

Juste valeur des instruments financiers	Notes 3 et 23	Avantages postérieurs à l'emploi	Notes 3 et 19
Corrections de valeur pour pertes sur créances	Notes 3 et 7	Impôts sur le résultat	Notes 3 et 20
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	Notes 3, 10 et 11	Provisions et passifs éventuels	Notes 3 et 30

En raison des incertitudes inhérentes et du degré élevé de subjectivité qui caractérisent la comptabilisation ou l'évaluation des éléments énumérés précédemment, les résultats des prochains périodes pourraient différer de ceux sur lesquels les estimations de la direction

sont fondées, ce qui pourrait faire en sorte que les estimations et les jugements diffèrent considérablement des estimations et des jugements formulés par la direction aux fins de l'établissement des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Incidence de la COVID-19 sur les jugements, estimations et hypothèses

La préparation de l'information financière exige de faire des estimations et de poser des jugements concernant la conjoncture économique future. La pandémie mondiale qui a fait suite à l'écllosion d'un coronavirus (COVID-19) a amplifié l'incertitude à l'égard des hypothèses utilisées par la direction pour poser des jugements et faire des estimations. Il est difficile de prédire à l'heure actuelle toute l'ampleur de l'incidence que la COVID-19, y compris celle des réponses que les gouvernements ou les organismes de réglementation, ou les deux, prendront pour faire face à la pandémie, aura sur l'économie du Canada et des États-Unis et les activités de la Banque, laquelle est hautement incertaine. Par conséquent, le niveau de l'incertitude associée aux jugements et aux estimations de la direction a augmenté.

3. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES À VENIR

L'IASB a publié de nouvelles normes et des modifications aux normes existantes qui sont applicables à la Banque au cours de diverses périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} novembre 2021. À l'exception de l'adoption du *Cadre conceptuel de l'information financière* au 1^{er} novembre 2020, il n'y a pas eu des mises à jour importantes des modifications comptables à venir présentées à la note 4 des états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2020.

4. VALEURS MOBILIÈRES

Qualité du crédit

Au 30 avril 2021, les titres d'emprunt au coût amorti et à la JVAERG étaient classés au stade 1, la note de crédit à laquelle ils se rapportaient étant principalement considérée comme étant à faible risque aux fins de la notation interne du risque de la Banque. Au 30 avril 2021, les corrections de valeur pour pertes sur créances à l'égard des titres d'emprunt au coût amorti et à l'égard des titres d'emprunt à la JVAERG s'établissaient respectivement à 0,2 million \$ (0,2 million \$ au 31 octobre 2020) et 0,2 million \$ (0,2 million \$ au 31 octobre 2020).

Valeurs mobilières au coût amorti

	Au 30 avril 2021	Au 31 octobre 2020
Valeurs mobilières émises ou garanties		
par le Canada ⁽¹⁾	1 042 670 \$	1 048 606 \$
par des provinces	1 724 792	1 550 127
par des municipalités	136 216	117 993
Autres titres d'emprunt	129 071	392 972
	3 032 749 \$	3 109 698 \$

(1) Comprennent les titres adossés à des créances hypothécaires qui sont entièrement garantis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*.

Valeurs mobilières à la JVAERG

Le tableau ci-dessous présente les profits et pertes latents cumulés comptabilisés dans les autres éléments du résultat global :

	Au 30 avril 2021			
	Coût amorti	Profits latents	Pertes latentes	Juste valeur ⁽¹⁾
Valeurs mobilières émises ou garanties				
par le Canada ⁽²⁾	29 650 \$	81 \$	264 \$	29 467 \$
par des provinces	12 259	101	278	12 082
par des municipalités	43 514	623	39	44 098
Autres titres d'emprunt	22 165	583	—	22 748
Titres adossés à des actifs	522	4	—	526
Actions privilégiées	165 904	12 035	2 978	174 961
Actions ordinaires et autres valeurs mobilières	10 636	—	1	10 635
	284 650 \$	13 427 \$	3 560 \$	294 517 \$

(1) Les corrections de valeur pour pertes sur créances à l'égard des titres d'emprunt classés comme étant à la JVAERG, qui totalisaient 0,2 million \$ au 30 avril 2021, sont comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat global.

(2) Comprennent les titres adossés à des créances hypothécaires qui sont entièrement garantis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*.

Au 31 octobre 2020

	Coût amorti	Profits latents	Pertes latentes	Juste valeur ⁽¹⁾
Valeurs mobilières émises ou garanties				
par le Canada ⁽²⁾	16 405 \$	482 \$	8 \$	16 879 \$
par des provinces	9 692	435	—	10 127
par des municipalités	49 302	1 009	—	50 311
Autres titres d'emprunt	25 471	904	9	26 366
Titres adossés à des actifs	730	10	—	740
Actions privilégiées	177 122	2 171	28 025	151 268
Actions ordinaires et autres valeurs mobilières	19 460	805	1 377	18 888
	298 182 \$	5 816 \$	29 419 \$	274 579 \$

(1) Les corrections de valeur pour pertes sur créances à l'égard des titres d'emprunt classés comme étant à la JVAERG, qui totalisaient 0,2 million \$ au 31 octobre 2020, sont comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat global.

(2) Comprennent les titres adossés à des créances hypothécaires qui sont entièrement garantis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*.

Titres de capitaux propres désignés à la JVAERG

La Banque a désigné certains titres de capitaux propres, dont l'objectif économique consiste principalement à les détenir pour générer un revenu de dividendes, comme étant à la JVAERG, sans reclassement ultérieur des profits ou des pertes dans le résultat net.

Un revenu de dividendes de 2,5 millions \$ a été comptabilisé en résultat sur ces placements pour le trimestre clos le 30 avril 2021 (2,3 millions \$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 et 2,7 millions \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2020) et de 4,8 millions \$ pour les six mois clos le 30 avril 2021 (5,3 millions \$ pour les six mois clos le 30 avril 2020), y compris un montant négligeable au titre des placements vendus au cours de ces périodes.

	Pour les six mois clos les	
	30 avril 2021	30 avril 2020
Juste valeur au début de la période	170 157 \$	189 716 \$
Variation de la juste valeur	35 487	(18 759)
Désignés à la JVAERG	34 300	29 282
Ventes ou rachats	(54 348)	(43 774)
Juste valeur à la fin de la période	185 596 \$	156 465 \$

5. PRÊTS ET CORRECTIONS DE VALEUR POUR PERTES SUR CRÉANCES

Aux 30 avril 2021 et 2020, les prêts étaient comptabilisés au coût amorti au bilan consolidé, comme il est décrit à la note 3 des états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2020.

Établir et évaluer les pertes de crédit attendues

Pour des renseignements additionnels sur l'évaluation des pertes de crédit attendues, voir la note 7 des états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2020.

Exposition au risque de crédit

Le tableau qui suit présente la valeur comptable brute et nette des prêts et acceptations et des risques hors bilan aux 30 avril 2021 et 31 octobre 2020, en fonction de la qualité du crédit et du stade de dépréciation fondé sur les pertes de crédit attendues de chaque catégorie de prêt classé comme étant au coût amorti.

	Au 30 avril 2021				Au 31 octobre 2020			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Prêts personnels								
Risque très faible	2 885 897 \$	8 037 \$	— \$	2 893 934 \$	2 931 558 \$	9 080 \$	— \$	2 940 638 \$
Risque faible	405 887	75 011	—	480 898	445 747	104 585	—	550 332
Risque moyen	299 837	198 505	—	498 342	331 779	246 309	—	578 088
Risque élevé	—	12 080	—	12 080	—	15 712	—	15 712
Défaillance	—	—	23 019	23 019	—	—	36 105	36 105
Valeur comptable brute	3 591 621	293 633	23 019	3 908 273	3 709 084	375 686	36 105	4 120 875
Corrections de valeur pour pertes sur prêts	7 023	17 296	13 175	37 494	6 996	17 330	17 212	41 538
Valeur comptable nette	3 584 598 \$	276 337 \$	9 844 \$	3 870 779 \$	3 702 088 \$	358 356 \$	18 893 \$	4 079 337 \$
Prêts hypothécaires résidentiels								
Risque très faible	10 586 894 \$	427 \$	— \$	10 587 321 \$	10 008 099 \$	103 223 \$	— \$	10 111 322 \$
Risque faible	2 990 358	60 519	—	3 050 877	3 225 724	178 993	—	3 404 717
Risque moyen	1 692 884	402 852	—	2 095 736	1 914 807	722 156	—	2 636 963
Risque élevé	—	82 886	—	82 886	—	123 042	—	123 042
Défaillance	—	—	67 319	67 319	—	—	65 846	65 846
Valeur comptable brute	15 270 136	546 684	67 319	15 884 139	15 148 630	1 127 414	65 846	16 341 890
Corrections de valeur pour pertes sur prêts	4 983	4 277	9 847	19 107	5 158	5 001	3 605	13 764
Valeur comptable nette	15 265 153 \$	542 407 \$	57 472 \$	15 865 032 \$	15 143 472 \$	1 122 413 \$	62 241 \$	16 328 126 \$
Prêts commerciaux ⁽¹⁾								
Risque très faible	2 877 185 \$	5 999 \$	— \$	2 883 184 \$	2 506 784 \$	32 093 \$	— \$	2 538 877 \$
Risque faible	7 281 874	118 158	—	7 400 032	6 768 408	186 369	—	6 954 777
Risque moyen	2 213 834	336 805	—	2 550 639	2 630 411	309 950	—	2 940 361
Risque élevé	—	212 337	—	212 337	—	125 559	—	125 559
Défaillance	—	—	164 959	164 959	—	—	170 786	170 786
Valeur comptable brute	12 372 893	673 299	164 959	13 211 151	11 905 603	653 971	170 786	12 730 360
Corrections de valeur pour pertes sur prêts	38 120	19 242	65 431	122 793	44 712	17 890	55 618	118 220
Valeur comptable nette	12 334 773 \$	654 057 \$	99 528 \$	13 088 358 \$	11 860 891 \$	636 081 \$	115 168 \$	12 612 140 \$
Total des prêts								
Valeur comptable brute	31 234 650 \$	1 513 616 \$	255 297 \$	33 003 563 \$	30 763 317 \$	2 157 071 \$	272 737 \$	33 193 125 \$
Corrections de valeur pour pertes sur prêts	50 126	40 815	88 453	179 394	56 866	40 221	76 435	173 522
Valeur comptable nette	31 184 524 \$	1 472 801 \$	166 844 \$	32 824 169 \$	30 706 451 \$	2 116 850 \$	196 302 \$	33 019 603 \$
Risques hors bilan ⁽²⁾								
Risque très faible	988 235 \$	25 269 \$	— \$	1 013 504 \$	1 345 872 \$	28 402 \$	— \$	1 374 274 \$
Risque faible	1 172 268	31 949	—	1 204 217	1 374 916	53 877	—	1 428 793
Risque moyen	399 338	37 650	—	436 988	459 632	43 183	—	502 815
Risque élevé	—	8 135	—	8 135	—	7 527	—	7 527
Défaillance	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des risques	2 559 841	103 003	—	2 662 844	3 180 420	132 989	—	3 313 409
Provisions pour pertes liées aux risques hors bilan	4 623	1 473	—	6 096	8 324	3 124	—	11 448
Total des risques, montant net	2 555 218 \$	101 530 \$	— \$	2 656 748 \$	3 172 096 \$	129 865 \$	— \$	3 301 961 \$

(1) Comprennent les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

(2) Comprennent les lettres de garantie et certaines tranches non utilisées des facilités de crédit approuvées.

Prêts dépréciés

	Au 30 avril 2021			Au 31 octobre 2020		
	Prêts dépréciés bruts	Provisions pour prêts dépréciés	Prêts dépréciés nets	Prêts dépréciés bruts	Provisions pour prêts dépréciés	Prêts dépréciés nets
Prêts personnels	23 019 \$	13 175 \$	9 844 \$	36 105 \$	17 212 \$	18 893 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	67 319	9 847	57 472	65 846	3 605	62 241
Prêts commerciaux ⁽¹⁾	164 959	65 431	99 528	170 786	55 618	115 168
	255 297 \$	88 453 \$	166 844 \$	272 737 \$	76 435 \$	196 302 \$

(1) Comprennent les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Programmes d'allégement des paiements

En réponse à la pandémie de COVID-19, la Banque a mis sur pied des programmes d'allégement des paiements au cours du deuxième trimestre 2020 afin d'aider ses clients par l'entremise du report des paiements au titre des prêts hypothécaires résidentiels et de certains prêts personnels et commerciaux. Aucun report de paiement n'a été accordé pour les prêts ayant été identifiés comme dépréciés (stade 3) et les intérêts ont continué de courir et d'être comptabilisés sur les prêts pour lesquels un report de paiement a été accordé.

Les prêts visés par les programmes d'allégement des paiements toujours en cours au 30 avril 2021 totalisaient 35,7 millions \$, ou 0,1 % du portefeuille de prêts (219,7 millions \$, 0,7 % du portefeuille de prêts, au 31 octobre 2020), et consistaient principalement en des prêts hypothécaires résidentiels.

Prêts en souffrance, mais non dépréciés

Le tableau qui suit présente les prêts personnels et les prêts hypothécaires résidentiels qui sont en souffrance, mais qui ne sont pas classés comme étant dépréciés. Le solde des prêts commerciaux en souffrance, mais non dépréciés n'est pas significatif. Les prêts pour lesquels un report de paiement a été accordé ne sont pas considérés en souffrance si les conditions de report sont respectées.

	Au 30 avril 2021			Au 31 octobre 2020		
	De 1 jour à 31 jours	De 32 jours à 90 jours	Total	De 1 jour à 31 jours	De 32 jours à 90 jours	Total
Prêts personnels	50 208 \$	22 083 \$	72 291 \$	51 919 \$	20 796 \$	72 715 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	130 664	37 004	167 668	172 001	34 298	206 299
	180 872 \$	59 087 \$	239 959 \$	223 920 \$	55 094 \$	279 014 \$

Rapprochement des corrections de valeur pour pertes sur créances

Le tableau qui suit présente le rapprochement des corrections de valeur pour pertes sur créances pour chaque catégorie de prêt classé comme étant au coût amorti, en fonction du stade de dépréciation fondé sur les pertes de crédit attendues.

Rapprochement trimestriel des corrections de valeur pour pertes sur créances

	Pour le trimestre clos le 30 avril 2021				Pour le trimestre clos le 30 avril 2020			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Prêts personnels								
Solde au début de la période	8 723 \$	19 260 \$	16 211 \$	44 194 \$	7 277 \$	18 762 \$	6 069 \$	32 108 \$
Transferts :								
vers le stade 1	3 246	(2 730)	(516)	—	3 905	(3 806)	(99)	—
vers le stade 2	(478)	1 363	(885)	—	(1 038)	1 360	(322)	—
vers le stade 3	(28)	(827)	855	—	(31)	(1 060)	1 091	—
Octrois	269	—	—	269	410	—	—	410
Décomptabilisations	(205)	(528)	(4 930)	(5 663)	(149)	(564)	(1 037)	(1 750)
Réévaluation des provisions, montant net	(3 446)	1 898	8 176	6 628	(1 170)	11 743	8 209	18 782
Provision pour (reprise de) pertes sur créances	(642)	(824)	2 700	1 234	1 927	7 673	7 842	17 442
Radiations	—	—	(7 323)	(7 323)	—	—	(4 788)	(4 788)
Recouvrements	—	—	1 808	1 808	—	—	1 140	1 140
Change et autres	—	—	(221)	(221)	—	—	(221)	(221)
Solde à la fin de la période	8 081 \$	18 436 \$	13 175 \$	39 692 \$	9 204 \$	26 435 \$	10 042 \$	45 681 \$
Total des corrections de valeur pour pertes sur prêts	7 023 \$	17 296 \$	13 175 \$	37 494 \$	7 887 \$	24 892 \$	10 042 \$	42 821 \$
Total des provisions pour risques hors bilan	1 058	1 140	—	2 198	1 317	1 543	—	2 860
Total des corrections de valeur pour pertes sur créances	8 081 \$	18 436 \$	13 175 \$	39 692 \$	9 204 \$	26 435 \$	10 042 \$	45 681 \$
Prêts hypothécaires résidentiels								
Solde au début de la période	6 741 \$	5 487 \$	4 962 \$	17 190 \$	2 389 \$	1 797 \$	1 076 \$	5 262 \$
Transferts :								
vers le stade 1	1 506	(1 278)	(228)	—	394	(383)	(11)	—
vers le stade 2	(299)	1 133	(834)	—	(127)	241	(114)	—
vers le stade 3	(9)	(684)	693	—	(2)	(67)	69	—
Octrois	333	—	—	333	51	—	—	51
Décomptabilisations	(437)	(478)	(679)	(1 594)	(93)	(83)	(1 117)	(293)
Réévaluation des provisions, montant net	(2 756)	115	6 380	3 739	146	694	798	1 638
Provision pour (reprise de) pertes sur créances	(1 662)	(1 192)	5 332	2 478	369	402	625	1 396
Radiations	—	—	(578)	(578)	—	—	(1 186)	(1 186)
Recouvrements	—	—	295	295	—	—	924	924
Change et autres	—	—	(164)	(164)	—	—	(383)	(383)
Solde à la fin de la période	5 079 \$	4 295 \$	9 847 \$	19 221 \$	2 758 \$	2 199 \$	1 056 \$	6 013 \$
Total des corrections de valeur pour pertes sur prêts	4 983 \$	4 277 \$	9 847 \$	19 107 \$	2 612 \$	2 123 \$	1 056 \$	5 791 \$
Total des provisions pour risques hors bilan	96	18	—	114	146	76	—	222
Total des corrections de valeur pour pertes sur créances	5 079 \$	4 295 \$	9 847 \$	19 221 \$	2 758 \$	2 199 \$	1 056 \$	6 013 \$
Prêts commerciaux								
Solde au début de la période	49 390 \$	17 506 \$	65 286 \$	132 182 \$	23 951 \$	9 968 \$	38 767 \$	72 686 \$
Transferts :								
vers le stade 1	940	(903)	(37)	—	1 097	(630)	(467)	—
vers le stade 2	(1 297)	2 862	(1 565)	—	(592)	903	(311)	—
vers le stade 3	(141)	(657)	798	—	(158)	(1 602)	1 760	—
Octrois	2 382	—	—	2 382	2 905	—	—	2 905
Décomptabilisations	(7 035)	(774)	(3 048)	(10 857)	(3 408)	(3 972)	(1 063)	(8 443)
Réévaluations, montant net	(2 536)	1 564	8 135	7 163	19 413	7 073	15 114	41 600
Provision pour (reprise de) pertes sur créances	(7 687)	2 092	4 283	(1 312)	19 257	1 772	15 033	36 062
Radiations	—	—	(3 878)	(3 878)	—	—	(5 372)	(5 372)
Recouvrements	—	—	347	347	—	—	322	322
Change et autres	(114)	(41)	(607)	(762)	463	6	(173)	296
Solde à la fin de la période	41 589 \$	19 557 \$	65 431 \$	126 577 \$	43 671 \$	11 746 \$	48 577 \$	103 994 \$
Total des corrections de valeur pour pertes sur prêts	38 120 \$	19 242 \$	65 431 \$	122 793 \$	40 909 \$	11 281 \$	48 577 \$	100 767 \$
Total des provisions pour risques hors bilan	3 469	315	—	3 784	2 762	465	—	3 227
Total des corrections de valeur pour pertes sur créances	41 589 \$	19 557 \$	65 431 \$	126 577 \$	43 671 \$	11 746 \$	48 577 \$	103 994 \$
Total des risques								
Total des corrections de valeur pour pertes sur prêts	50 126 \$	40 815 \$	88 453 \$	179 394 \$	51 408 \$	38 296 \$	59 675 \$	149 379 \$
Total des provisions pour risques hors bilan	4 623	1 473	—	6 096	4 225	2 084	—	6 309
Total des corrections de valeur pour pertes sur créances	54 749 \$	42 288 \$	88 453 \$	185 490 \$	55 633 \$	40 380 \$	59 675 \$	155 688 \$

Rapprochement des corrections de valeur pour pertes sur créances depuis le début de l'exercice

	Pour les six mois clos le 30 avril 2021				Pour les six mois clos le 30 avril 2020			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Prêts personnels								
Solde au début de la période	8 758 \$	19 532 \$	17 212 \$	45 502 \$	7 297 \$	21 710 \$	4 732 \$	33 739 \$
Transferts :								
vers le stade 1	4 876	(3 865)	(1 011)	—	4 807	(4 710)	(97)	—
vers le stade 2	(697)	2 585	(1 888)	—	(1 169)	1 520	(351)	—
vers le stade 3	(77)	(938)	1 015	—	(120)	(1 422)	1 542	—
Octrois	431	—	—	431	1 201	—	—	1 201
Décomptabilisations	(390)	(1 247)	(6 807)	(8 444)	(382)	(1 839)	(1 991)	(4 212)
Réévaluation des provisions, montant net	(4 820)	2 369	13 989	11 538	(2 430)	11 176	15 674	24 420
Provision pour (reprise de) pertes sur créances	(677)	(1 096)	5 298	3 525	1 907	4 725	14 777	21 409
Radiations	—	—	(13 963)	(13 963)	—	—	(12 002)	(12 002)
Recouvrements	—	—	5 071	5 071	—	—	2 978	2 978
Change et autres	—	—	(443)	(443)	—	—	(443)	(443)
Solde à la fin de la période	8 081 \$	18 436 \$	13 175 \$	39 692 \$	9 204 \$	26 435 \$	10 042 \$	45 681 \$
Total des corrections de valeur pour pertes sur prêts	7 023 \$	17 296 \$	13 175 \$	37 494 \$	7 887 \$	24 892 \$	10 042 \$	42 821 \$
Total des provisions pour risques hors bilan	1 058	1 140	—	2 198	1 317	1 543	—	2 860
Total des corrections de valeur pour pertes sur créances	8 081 \$	18 436 \$	13 175 \$	39 692 \$	9 204 \$	26 435 \$	10 042 \$	45 681 \$
Prêts hypothécaires résidentiels								
Solde au début de la période	5 401 \$	5 048 \$	3 605 \$	14 054 \$	2 032 \$	1 824 \$	1 050 \$	4 906 \$
Transferts :								
vers le stade 1	2 296	(2 084)	(212)	—	610	(564)	(46)	—
vers le stade 2	(325)	1 310	(985)	—	(259)	441	(182)	—
vers le stade 3	(13)	(548)	561	—	(2)	(91)	93	—
Octrois	776	—	—	776	288	—	—	288
Décomptabilisations	(719)	(708)	(822)	(2 249)	(176)	(174)	(279)	(629)
Réévaluation des provisions, montant net	(2 337)	1 277	9 088	8 028	350	763	2 104	3 217
Provision pour (reprise de) pertes sur créances	(322)	(753)	7 630	6 555	811	375	1 690	2 876
Radiations	—	—	(1 495)	(1 495)	—	—	(2 553)	(2 553)
Recouvrements	—	—	652	652	—	—	1 634	1 634
Change et autres	—	—	(545)	(545)	(85)	—	(765)	(850)
Solde à la fin de la période	5 079 \$	4 295 \$	9 847 \$	19 221 \$	2 758 \$	2 199 \$	1 056 \$	6 013 \$
Total des corrections de valeur pour pertes sur prêts	4 983 \$	4 277 \$	9 847 \$	19 107 \$	2 612 \$	2 123 \$	1 056 \$	5 791 \$
Total des provisions pour risques hors bilan	96	18	—	114	146	76	—	222
Total des corrections de valeur pour pertes sur créances	5 079 \$	4 295 \$	9 847 \$	19 221 \$	2 758 \$	2 199 \$	1 056 \$	6 013 \$
Prêts commerciaux								
Solde au début de la période	51 031 \$	18 765 \$	55 618 \$	125 414 \$	24 160 \$	8 828 \$	35 160 \$	68 148 \$
Transferts :								
vers le stade 1	2 741	(2 510)	(231)	—	1 567	(927)	(640)	—
vers le stade 2	(1 895)	3 525	(1 630)	—	(789)	1 125	(336)	—
vers le stade 3	(116)	(1 368)	1 484	—	(311)	(1 986)	2 297	—
Octrois	4 976	—	—	4 976	5 691	—	—	5 691
Décomptabilisations	(10 591)	(4 030)	(3 082)	(17 703)	(4 327)	(2 447)	(1 861)	(8 635)
Réévaluations, montant net	(4 052)	5 366	20 533	21 847	17 213	7 147	24 099	48 459
Provision pour (reprise de) pertes sur créances	(8 937)	983	17 074	9 120	19 044	2 912	23 559	45 515
Radiations	—	—	(7 167)	(7 167)	—	—	(10 190)	(10 190)
Recouvrements	—	—	1 349	1 349	—	—	817	817
Change et autres	(505)	(191)	(1 443)	(2 139)	467	6	(769)	(296)
Solde à la fin de la période	41 589 \$	19 557 \$	65 431 \$	126 577 \$	43 671 \$	11 746 \$	48 577 \$	103 994 \$
Total des corrections de valeur pour pertes sur prêts	38 120 \$	19 242 \$	65 431 \$	122 793 \$	40 909 \$	11 281 \$	48 577 \$	100 767 \$
Total des provisions pour risques hors bilan	3 469	315	—	3 784	2 762	465	—	3 227
Total des corrections de valeur pour pertes sur créances	41 589 \$	19 557 \$	65 431 \$	126 577 \$	43 671 \$	11 746 \$	48 577 \$	103 994 \$
Total des risques								
Total des corrections de valeur pour pertes sur prêts	50 126 \$	40 815 \$	88 453 \$	179 394 \$	51 408 \$	38 296 \$	59 675 \$	149 379 \$
Total des provisions pour risques hors bilan	4 623	1 473	—	6 096	4 225	2 084	—	6 309
Total des corrections de valeur pour pertes sur créances	54 749 \$	42 288 \$	88 453 \$	185 490 \$	55 633 \$	40 380 \$	59 675 \$	155 688 \$

Principaux facteurs macroéconomiques

Les tableaux suivants présentent les principaux facteurs macroéconomiques utilisés pour estimer les corrections de valeur pour pertes sur créances au 30 avril 2021 et au 31 octobre 2020.

	Au 30 avril 2021					
	Scénario de base		Scénario optimiste		Scénario pessimiste	
	12 prochains mois	Reste de l'horizon prévisionnel ⁽²⁾	12 prochains mois	Reste de l'horizon prévisionnel ⁽²⁾	12 prochains mois	Reste de l'horizon prévisionnel ⁽²⁾
Principaux facteurs macroéconomiques						
Croissance du PIB	4,3 %	4,0 %	5,8 %	4,4 %	2,5 %	4,5 %
Taux de chômage moyen (en points de pourcentage)	6,9	6,1	6,2	5,5	8,0	7,1
Croissance de l'indice des prix de l'immobilier	2,4 %	5,0 %	6,3 %	5,3 %	0,6 %	3,2 %
Croissance de l'indice S&P/TSX ⁽³⁾	6,1 %	8,7 %	10,2 %	8,6 %	2,6 %	10,3 %

	Au 31 octobre 2020					
	Scénario de base		Scénario optimiste		Scénario pessimiste	
	12 prochains mois	Reste de l'horizon prévisionnel ⁽²⁾	12 prochains mois	Reste de l'horizon prévisionnel ⁽²⁾	12 prochains mois	Reste de l'horizon prévisionnel ⁽²⁾
Principaux facteurs macroéconomiques						
Croissance du PIB	4,8 %	4,3 %	6,5 %	4,8 %	0,2 %	5,8 %
Taux de chômage moyen (en points de pourcentage)	9,5	7,0	8,5	6,6	11,1	8,8
Croissance (diminution) de l'indice des prix de l'immobilier	0,2 %	4,8 %	3,2 %	5,9 %	(11,8) %	2,0 %
Croissance de l'indice S&P/TSX ⁽³⁾	11,8 %	12,0 %	19,9 %	12,8 %	0,1 %	15,5 %

(1) Variation attendue pour les 12 prochains mois pour les indicateurs de croissance et le taux de chômage moyen. Ces facteurs sont utilisés pour le calcul des pertes de crédit attendues de stade 1.

(2) Variation attendue pour les 24 mois restants de l'horizon prévisionnel pour les indicateurs de croissance et le taux de chômage moyen. Ces facteurs sont utilisés pour le calcul des pertes de crédit attendues de stade 2 et de stade 3.

(3) Principal indice boursier au Canada.

Les principaux facteurs macroéconomiques utilisés pour les portefeuilles de prêts personnels et de prêts hypothécaires résidentiels sont le taux de chômage, l'indice des prix de l'immobilier et la croissance de l'indice S&P/TSX. Le principal facteur macroéconomique utilisé pour le portefeuille de prêts commerciaux est la croissance du PIB. Une hausse du taux de chômage entraînera généralement une augmentation des corrections de valeur pour pertes sur créances, alors qu'une hausse des autres facteurs macroéconomiques (croissance du PIB, croissance de l'indice S&P/TSX et croissance de l'indice des prix de l'immobilier) entraînera généralement une diminution des corrections de valeur pour pertes sur créances.

Description des scénarios

Dans le scénario de base, la troisième vague de la pandémie de COVID-19 se révèle moins importante que la deuxième sur le plan des répercussions économiques, les entreprises et les particuliers s'étant adaptés. La campagne de vaccination en cours prévient l'augmentation significative du nombre d'hospitalisations, limitant la durée des mesures de confinement. Au Canada, l'immunité collective est atteinte à la fin de l'été 2021, peu après que les États-Unis eurent atteint cet objectif en juillet. Aux États-Unis, des mesures de relance budgétaire supplémentaires sont adoptées par le Congrès en 2021 et renforcent les perspectives. Les programmes d'urgence du gouvernement fédéral sont prolongés afin d'éviter le stress financier. La relance s'accélère en juin 2021 parallèlement à la réouverture élargie et constante. Les consommateurs dépensent une petite partie de leur épargne accumulée et, en général, les politiques macroéconomiques demeurent favorables, maintenant une dynamique économique positive en 2022 avant que la croissance tendancielle ne reprenne en 2023.

Dans le scénario pessimiste, la troisième vague de la pandémie de COVID-19 a une plus grande incidence défavorable sur l'activité économique que la deuxième vague. De nouveaux variants de la COVID-19 diminuent le taux d'efficacité des vaccins et font accroître le nombre d'hospitalisations. Au Canada, les gouvernements provinciaux sont obligés de remettre en place des mesures de confinement pour une période prolongée, ce qui entraîne une courte contraction du PIB réel dans les mois à venir. Le secteur pharmaceutique modifie les vaccins afin d'en rétablir l'efficacité et l'immunité collective au Canada est atteinte à la fin 2021, ce qui repousse la plus grande partie du rebond du PIB réel en 2022. Les consommateurs conservent une grande part de leur épargne accumulée plus longtemps en raison de l'incertitude qui règne. Aux États-Unis, l'impasse politique empêche le Congrès d'approuver un autre plan de relance en 2021, suscitant à nouveau un sentiment d'aversion pour le risque sur les marchés financiers jusqu'à ce que la croissance économique s'améliore à la fin 2021.

Dans le scénario optimiste, la troisième vague de la pandémie de COVID-19 s'atténue rapidement en raison des facteurs saisonniers et d'une plus grande proportion de Canadiens ayant été vaccinés, ce qui entraîne la diminution du taux de transmission. L'immunité collective est atteinte aux États-Unis et au Canada avant la fin juin. Le regain de confiance amène les consommateurs à dépenser rapidement une plus grande part de leur épargne accumulée. Parallèlement, aux États-Unis, des mesures de relance budgétaire supplémentaires sont adoptées par le Congrès. Les programmes d'urgence du gouvernement fédéral sont prolongés, mais disparaissent en 2021 alors que les entreprises et les travailleurs reprennent des activités économiques. Le PIB réel des États-Unis et du Canada dépasse les niveaux d'avant la COVID en 2021, alimentant davantage l'appétit pour le risque sur les marchés financiers. La croissance économique très solide et les pressions inflationnistes poussent les banques centrales à accroître leur taux directeur en 2022.

Analyse de sensibilité des corrections de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts non dépréciés

Le tableau suivant présente la comparaison des corrections de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts productifs (stades 1 et 2) comme présenté en vertu de l'IFRS 9 au 30 avril 2021, y compris les risques hors bilan, et des corrections de valeur pour pertes sur créances estimatives qui seraient obtenues si le scénario de base était pondéré à 100 % ou si la totalité de ces prêts productifs étaient classés au stade 1.

	Corrections de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts productifs
Selon l'IFRS 9	97 037 \$
Simulations	
Scénario de base, 100 %	73 631 \$
Prêts productifs s'ils étaient tous classés au stade 1	78 551 \$

Créances au titre des contrats de location-financement

Le poste Prêts commerciaux comprend un investissement net dans les contrats de location de 932,5 millions \$ au 30 avril 2021 (961,6 millions \$ au 31 octobre 2020).

Prêts non comptabilisés au bilan

Programme Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes

En vertu du programme Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC), la Banque consent des prêts sans intérêt jusqu'à concurrence de 60 000 \$ à ses clients des Services aux entreprises admissibles. Le financement du programme est fourni par le gouvernement du Canada. De plus, tous les prêts sont garantis par le gouvernement du Canada. Ainsi, la Banque n'assume aucun risque relativement à ces prêts et agit uniquement à titre d'administrateur du programme CUEC. La Banque reçoit un remboursement des charges d'administration qu'elle engage pour administrer le programme au nom du gouvernement du Canada. Par conséquent, les prêts consentis en vertu de ce programme ne sont pas comptabilisés au bilan consolidé de la Banque puisque les conditions d'un contrat de transfert de flux admissible ont été remplies et que la Banque a déterminé que la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à ces prêts est transférée au gouvernement du Canada. Au 30 avril 2021, la Banque avait consenti à 1 848 de ses clients des prêts dans le cadre du programme CUEC et financé des prêts d'un montant total de 97,0 millions \$ dans le cadre de ce programme (à 1 671 de ses clients et prêts d'un montant total de 66,8 millions \$ au 31 octobre 2020).

6. TITRISATION ET ENTITÉS STRUCTURÉES

6.1 TRANSFERT D'ACTIFS FINANCIERS

La Banque vend principalement des prêts hypothécaires résidentiels par l'entremise du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (OHC) et à des investisseurs tiers aux termes du programme de titres adossés à des créances hypothécaires (TACH) créé en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (LNH) et mis en place par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), ainsi qu'au moyen d'autres conduits à vendeurs multiples mis en place par d'autres banques canadiennes.

Actifs financiers ne répondant pas aux conditions de décomptabilisation et passifs financiers connexes

Le tableau suivant présente la valeur comptable des actifs financiers qui ne répondent pas aux conditions de décomptabilisation et les passifs financiers qui leur sont associés compris dans le bilan consolidé.

	Au 30 avril 2021	Au 31 octobre 2020
Prêts hypothécaires résidentiels	9 029 650 \$	8 722 637 \$
Actifs de remplacement ⁽¹⁾	569 913	459 967
Dette liée aux activités de titrisation	(9 820 868) \$	(9 393 861) \$

(1) Comprennent la trésorerie et les dépôts auprès de banques, les valeurs acquises en vertu de conventions de revente et les valeurs acquises faisant partie du compte de réinvestissement de capital que la Banque est tenue de maintenir afin de pouvoir participer au programme.

De plus, au 30 avril 2021, la Banque a également titrisé d'autres prêts hypothécaires résidentiels d'un montant total de 329,2 millions \$ (345,5 millions \$ au 31 octobre 2020) dans le cadre du programme de TACH LNH, lesquels n'ont pas été vendus par la suite. Les TACH LNH qui en ont découlé sont présentés dans les prêts hypothécaires résidentiels. Une tranche de 166,4 millions \$ (345,5 millions \$ au 31 octobre 2020) de ces TACH LNH ont été donnés en garantie auprès de la Banque du Canada.

6.2 VÉHICULES DE TITRISATION – ENTITÉS STRUCTURÉES

Dans le cours normal des activités, la Banque conclut des opérations avec des entités structurées dans le cadre de programmes de titrisation pour obtenir d'autres sources de financement. La Banque vend des prêts personnels et des créances au titre des contrats de location-financement respectivement à deux sociétés en commandite, B2B Securitization Limited Partnership et LBC Leasing Limited Partnership (les « sociétés en commandite »). Pour financer ces achats, les sociétés en commandite émettent des passifs portant intérêt à des conduits de titrisation d'autres banques canadiennes. La Banque consolide ces sociétés en commandite, étant donné qu'elle détient la totalité des droits, qu'elle a la capacité de diriger les activités pertinentes et qu'elle peut exercer son pouvoir pour influencer sur les rendements. Les passifs portant intérêt émis par les sociétés en commandite sont comptabilisés à titre de dette liée aux activités de titrisation auxquelles participent les entités structurées.

Actifs financiers titrisés par l'intermédiaire d'entités structurées

Le tableau qui suit présente sommairement la valeur comptable des actifs financiers titrisés par l'intermédiaire d'autres entités structurées qui ne répondent pas aux conditions de décomptabilisation et des passifs financiers connexes inclus dans le bilan consolidé.

	Au 30 avril 2021	Au 31 octobre 2020
Prêts personnels	1 055 811 \$	1 149 677 \$
Prêts commerciaux ⁽¹⁾	528 335	430 782
Dette liée aux activités de titrisation auxquelles ont participé les entités structurées	(1 082 210) \$	(790 636) \$

(1) La Banque titre des créances au titre des contrats de location-financement qui sont incluses au poste Prêts commerciaux.

7. DÉPÔTS

	Au 30 avril 2021			
	À vue ⁽¹⁾	Sur préavis ⁽²⁾	À terme ⁽³⁾	Total
Particuliers	143 855 \$	5 597 556 \$	12 541 530 \$	18 282 941 \$
Entreprises, banques et autres ⁽⁴⁾	1 351 868	434 260	2 912 190	4 698 318
	1 495 723 \$	6 031 816 \$	15 453 720 \$	22 981 259 \$

	Au 31 octobre 2020			
	À vue ⁽¹⁾	Sur préavis ⁽²⁾	À terme ⁽³⁾	Total
Particuliers	131 219 \$	5 111 281 \$	13 553 650 \$	18 796 150 \$
Entreprises, banques et autres ⁽⁴⁾	1 183 198	458 978	3 481 877	5 124 053
	1 314 417 \$	5 570 259 \$	17 035 527 \$	23 920 203 \$

(1) Les dépôts à vue comprennent les dépôts à l'égard desquels la Banque n'est pas autorisée à exiger un préavis de retrait. Ces dépôts sont principalement constitués de comptes chèques.

(2) Les dépôts sur préavis comprennent les dépôts à l'égard desquels la Banque peut légalement exiger un préavis de retrait. Ces dépôts sont principalement constitués de comptes d'épargne.

(3) Les dépôts à terme comprennent des dépôts qui viennent à échéance à une date précise, particulièrement les dépôts à terme et les certificats de placement garanti ainsi que les billets non garantis de premier rang.

(4) En octobre 2019, la Banque a conclu une facilité de crédit d'un montant maximal de 250 millions \$ garantie par des prêts hypothécaires résidentiels assurés et venant à échéance en août 2021, sur laquelle un montant de néant avait été emprunté au 30 avril 2021 (néant au 31 octobre 2020).

8. CAPITAL-ACTIONS

Actions privilégiées

Émises et en circulation

La variation ainsi que le nombre et le montant des actions privilégiées en circulation étaient comme suit :

	30 avril 2021		Pour les six mois clos les 30 avril 2020	
	Nombre d'actions	Montant ⁽¹⁾	Nombre d'actions	Montant ⁽¹⁾
Actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif				
Série 13				
En circulation au début et à la fin de la période	5 000 000	122 071 \$	5 000 000	122 071 \$
Série 15				
En circulation au début et à la fin de la période	5 000 000	121 967 \$	5 000 000	121 967 \$
	10 000 000	244 038 \$	10 000 000	244 038 \$

(1) Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission des actions privilégiées sont comptabilisés dans les capitaux propres en déduction du produit, nets des impôts sur le résultat connexes.

Au 30 avril 2021, aucune action privilégiée de catégorie A à dividende non cumulatif, série 14 et série 16, n'était en circulation (aucune action privilégiée de catégorie A à dividende non cumulatif, série 14 et série 16, n'était en circulation au 31 octobre 2020).

Le 12 mai 2021, la Banque a annoncé qu'elle procéderait au rachat, le 15 juin 2021, de la totalité de ses actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, série 15 en circulation.

Actions ordinaires

Émises et en circulation

La variation ainsi que le nombre et le montant des actions ordinaires en circulation se présentent comme suit :

	30 avril 2021		Pour les six mois clos les 30 avril 2020	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Actions ordinaires				
En circulation au début de l'exercice	43 237 931	1 159 488 \$	42 624 861	1 139 193 \$
Émises aux termes du régime d'options d'achat d'actions des employés	—	—	1 670	76
Émises aux termes du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions	185 578	6 577	312 717	10 968
Frais d'émission nets	s. o.	(34)	s. o.	(103)
	43 423 509	1 166 031 \$	42 939 248	1 150 134 \$

Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions

Le 1^{er} juin 2021, la Banque a déterminé que les dividendes déclarés qui seraient réinvestis le seraient en actions ordinaires émises à même le capital autorisé de la Banque, à un escompte de 2 %.

Dividendes déclarés

Le 18 mai 2021, le conseil d'administration a déclaré des dividendes réguliers pour les diverses séries d'actions privilégiées qui seront versés aux actionnaires inscrits en date du 7 juin 2021. Le 1^{er} juin 2021, le conseil d'administration a déclaré un dividende de 0,40 \$ par action ordinaire, payable le 1^{er} août 2021, aux actionnaires inscrits le 2 juillet 2021.

Gestion du capital

Fonds propres réglementaires

Selon le BSIF, les banques doivent respecter les ratios d'exigences minimales de fonds propres en fonction du risque fondés sur le dispositif de fonds propres du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB), que l'on désigne communément sous le nom de Bâle III. Selon la ligne directrice intitulée *Normes de fonds propres* du BSIF, la Banque doit maintenir des niveaux minimums de fonds propres en fonction de divers critères. Les fonds propres de catégorie 1, qui constituent la forme de fonds propres la plus permanente et la plus subordonnée, comportent deux composantes : les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires. Les fonds propres de catégorie 1 doivent être essentiellement composés d'actions ordinaires pour assurer que l'exposition au risque est adossée à des fonds propres de grande qualité. Les fonds propres de catégorie 2 comprennent des instruments de fonds propres complémentaires et contribuent à la solidité globale d'une institution financière sur une base de permanence. La ligne directrice du BSIF établit les ratios minimums des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, des fonds propres de catégorie 1 et du total des fonds propres à respectivement 7,0 %, 8,5 % et 10,5 %, y compris une réserve de conservation des fonds propres de 2,5 %.

Conformément à la ligne directrice relative aux exigences en matière de ratio de levier du BSIF, les institutions de dépôt fédérales sont tenues de maintenir un ratio de levier selon Bâle III égal ou supérieur à 3 % en tout temps. Le ratio de levier correspond aux fonds propres de catégorie 1 divisés par l'actif non pondéré au bilan et les engagements hors bilan, les dérivés et les opérations de financement par titres, comme il est défini dans les exigences.

La Banque a satisfait aux exigences réglementaires en matière de fonds propres tout au long de la période de six mois close le 30 avril 2021. Les fonds propres réglementaires sont décrits plus en détail ci-après.

	Au 30 avril 2021	Au 31 octobre 2020
Actions ordinaires	1 166 031 \$	1 159 488 \$
Résultats non distribués	1 254 113	1 152 973
Cumul des autres éléments du résultat global, excluant les réserves de couvertures de flux de trésorerie	(19 067)	8 622
Réserve pour rémunération fondée sur des actions	3 278	2 527
Dispositions transitoires pour les pertes de crédit attendues en réponse à la COVID-19 ⁽¹⁾	12 182	22 976
Déductions des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires ⁽²⁾	(431 146)	(453 507)
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	1 985 391	1 893 079
Actions privilégiées admissibles	244 038	244 038
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires	244 038	244 038
Fonds propres de catégorie 1	2 229 429	2 137 117
Dette subordonnée admissible	349 610	349 442
Provisions collectives	85 276	85 978
Déductions des fonds propres de catégorie 2 ⁽³⁾	—	(1 325)
Fonds propres de catégorie 2	434 886	434 095
Total des fonds propres	2 664 315 \$	2 571 212 \$
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	10,1 %	9,6 %
Ratio des fonds propres de catégorie 1	11,3 %	10,9 %
Ratio total des fonds propres	13,5 %	13,1 %

(1) Représente les dispositions transitoires pour les pertes de crédit attendues accordées par le BSIF. Pour de plus amples renseignements, voir la rubrique « Nouveautés en matière de fonds propres réglementaires à l'appui des efforts déployés dans le contexte de la COVID-19 » à la page 42 du rapport annuel 2020.

(2) Comprennent les déductions pour logiciels et autres immobilisations incorporelles, goodwill, actifs des régimes de retraite et autres.

(3) Instruments de fonds propres de catégorie 2 détenus en propre.

9. RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

Régime d'options d'achat d'actions

L'information sur le nombre d'options en cours est présentée ci-après. Au 30 avril 2021, 35 842 options pouvaient être exercées.

	Au 30 avril 2021	Au 31 octobre 2020
Nombre d'options d'achat d'actions en cours aux termes de l'ancien régime d'achat d'options	71 683	71 683
Nombre d'options d'achat d'actions en cours aux termes du nouveau régime d'achat d'options	941 905	715 646

Au cours du premier trimestre 2021, la Banque a attribué 269 861 options d'achat d'actions aux termes du nouveau régime d'options d'achat d'actions à un prix d'exercice de 33,13 \$. Les hypothèses relatives à l'évaluation des options d'achat d'actions sont comme suit :

	Attribuées en 2021
Juste valeur moyenne pondérée des options attribuées ⁽¹⁾	4,87 \$
Prix par action à la date d'attribution	32,60 \$
Taux d'intérêt sans risque	0,62 %
Durée prévue des options	8 ans
Volatilité prévue ⁽²⁾	24 %
Rendement de l'action prévu	5,40 %

(1) Estimée au moyen du modèle Black-Scholes, et selon les hypothèses présentées dans le tableau ci-dessus.

(2) La volatilité prévue est extrapolée à partir de la volatilité implicite du cours de l'action de la Banque et des données de marché observables, qui ne sont pas nécessairement représentatives des résultats réels.

Régime d'unités d'actions de performance

Au cours du premier trimestre 2021, la Banque a attribué 107 848 unités d'actions de performance à un prix de 33,12 \$ chacune. Les droits à ces unités s'acquerront en décembre 2023 et sous réserve de la satisfaction des critères susmentionnés. Au cours du deuxième trimestre 2021, aucune unité d'action de performance n'a été attribuée.

Régimes d'unités d'actions restreintes

Au cours du premier trimestre 2021, en vertu du régime d'unités d'actions restreintes, les primes annuelles de certains employés s'établissant à 0,5 million \$ ont été converties en 16 251 unités d'actions restreintes dont les droits étaient entièrement acquis. Parallèlement, la Banque a également attribué 259 688 unités d'actions restreintes supplémentaires évaluées à 33,12 \$ l'unité dont les droits seront acquis en décembre 2023.

Au cours du deuxième trimestre 2021, en vertu du régime d'unités d'actions restreintes, la Banque a attribué 51 774 unités d'actions restreintes à 35,25 \$ et 2 486 unités d'actions restreintes à 40,23 \$. Un tiers de ces unités d'actions restreintes seront acquises et seront réglées en décembre 2021, en décembre 2022 et en décembre 2023. La Banque a également attribué 709 unités d'actions restreintes supplémentaires à 35,25 \$ dont les droits seront acquis en décembre 2023.

Au cours du premier trimestre 2021, en vertu du régime d'unités d'actions restreintes à l'intention d'employés du secteur Marché des capitaux, les primes annuelles de certains employés s'établissant à 1,7 million \$ ont été converties en 50 725 unités d'actions restreintes dont les droits étaient entièrement acquis. L'employeur ne cotise pas à ce régime, et un tiers des unités d'actions restreintes est racheté en décembre à chacune des trois premières dates d'anniversaire de l'attribution.

Charge liée aux régimes de rémunération fondée sur des actions et passif connexe

Le tableau suivant présente la charge liée aux régimes de rémunération fondée sur des actions, déduction faite de l'incidence des opérations de couverture connexes.

	Pour les trimestres clos les			Pour les six mois clos les	
	30 avril 2021	31 janvier 2021	30 avril 2020	30 avril 2021	30 avril 2020
Charge découlant de régimes de rémunération fondée sur des actions	16 259 \$	9 672 \$	(8 840) \$	25 931 \$	(5 557) \$
Incidence des couvertures	(12 357)	(4 703)	11 736	(17 060)	13 604
	3 902 \$	4 969 \$	2 896 \$	8 871 \$	8 047 \$

Afin de réduire la variabilité de la charge des régimes de rémunération fondée sur des actions, la Banque conclut des swaps de rendement total avec des tiers dont la valeur est liée au cours de l'action de la Banque. Les variations de la juste valeur de ces instruments dérivés compensent partiellement la charge liée aux régimes de rémunération fondée sur des actions relative aux variations du cours de l'action de la période au cours de laquelle les swaps sont en vigueur.

Au 30 avril 2021, la valeur comptable du passif lié aux régimes réglés en trésorerie était de 46,3 millions \$ (28,4 millions \$ au 31 octobre 2020). La valeur intrinsèque du total du passif lié aux droits et unités entièrement acquis s'établissait à 21,8 millions \$ au 30 avril 2021 (14,4 millions \$ au 31 octobre 2020).

10. AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

Charge au titre des avantages postérieurs à l'emploi

La charge totale comptabilisée pour les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi se présente comme suit :

	Pour les trimestres clos les			Pour les six mois clos les	
	30 avril 2021	31 janvier 2021	30 avril 2020	30 avril 2021	30 avril 2020
Régimes de retraite à prestations définies	3 022 \$	3 266 \$	3 117 \$	6 288 \$	6 303 \$
Régimes de retraite à cotisations définies	2 010	1 999	2 027	4 009	4 027
Autres régimes	137	142	153	279	309
	5 169 \$	5 407 \$	5 297 \$	10 576 \$	10 639 \$

11. RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base et dilué par action se présente comme suit :

	Pour les trimestres clos les			Pour les six mois clos les	
	30 avril 2021	31 janvier 2021	30 avril 2020	30 avril 2021	30 avril 2020
Résultat par action – de base					
Résultat net	53 062 \$	44 819 \$	8 885 \$	97 881 \$	41 057 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts connexes	3 116	3 117	3 197	6 233	6 394
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	49 946 \$	41 702 \$	5 688 \$	91 648 \$	34 663 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	43 370	43 273	42 812	43 321	42 738
Résultat par action – de base	1,15 \$	0,96 \$	0,13 \$	2,12 \$	0,81 \$
Résultat par action – dilué					
Résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires	49 946 \$	41 702 \$	5 688 \$	91 648 \$	34 663 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	43 370	43 273	42 812	43 321	42 738
Options d'achat d'actions dilutives (en milliers)	59	—	—	29	37
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	43 430	43 273	42 812	43 350	42 775
Résultat par action – dilué	1,15 \$	0,96 \$	0,13 \$	2,11 \$	0,81 \$

Aucune transaction visant les actions ordinaires ou les actions ordinaires potentielles exigeant le retraitement du résultat par action n'a été réalisée entre la date de clôture et la date à laquelle les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été dressés.

12. INSTRUMENTS FINANCIERS – JUSTE VALEUR

Évaluation de la juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation dans les conditions actuelles du marché. La meilleure indication de la juste valeur des instruments financiers correspond au cours du marché établi par une source indépendante pour le même instrument sur un marché actif lorsque celui-ci est disponible. Sinon, la juste valeur est évaluée au moyen de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données d'entrée observables pertinentes et minimisent celle des données d'entrée non observables. Les instruments financiers évalués à la juste valeur sont classés selon une hiérarchie de la juste valeur d'après la nature des données servant à l'évaluation (niveau 1, 2 ou 3). Des renseignements supplémentaires sur la hiérarchie de la juste valeur et les méthodes d'évaluation utilisées par la Banque pour évaluer la juste valeur des instruments financiers figurent à la note 23 des états financiers consolidés annuels de 2020. Aucun changement de méthode d'évaluation de la juste valeur n'a été réalisé au cours de la période.

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur dans les états financiers sont classés au niveau 2 de la hiérarchie de la juste valeur, sauf des valeurs mobilières de 324,2 millions \$ qui sont classées au niveau 1 au 30 avril 2021 (307,8 millions \$ au 31 octobre 2020). Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur et classés au niveau 3 ne sont pas significatifs. Aucun transfert important entre le niveau 1 et le niveau 2 de la hiérarchie n'a été réalisé au cours de la période.

13. REVENU LIÉ AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Revenu net d'intérêt

	Pour les trimestres clos les			Pour les six mois clos les	
	30 avril 2021	31 janvier 2021	30 avril 2020	30 avril 2021	30 avril 2020
Revenu d'intérêt et revenus assimilés					
Revenu d'intérêt calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif					
Instruments financiers évalués au coût amorti	284 476 \$	296 554 \$	346 930 \$	581 030 \$	715 535 \$
Instruments financiers évalués à la JVAERG	531	563	1 539	1 094	1 993
Revenu d'intérêt et revenus assimilés liés aux instruments financiers non évalués au coût amorti ⁽¹⁾	25 971	29 253	15 779	55 224	26 275
	310 978	326 370	364 248	637 348	743 803
Frais d'intérêt et frais assimilés					
Frais d'intérêt calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif					
Instruments financiers évalués au coût amorti	139 208	152 956	192 379	292 164	395 881
Frais d'intérêt et frais au titre des dérivés liés aux instruments financiers évalués à la JVRN	294	340	1 122	634	8 390
	139 502	153 296	193 501	292 798	404 271
Revenu net d'intérêt	171 476 \$	173 074 \$	170 747 \$	344 550 \$	339 532 \$

(1) Inclut le revenu d'intérêt, le profit sur dérivés et le revenu de dividende liés aux instruments financiers évalués à la JVRN et les titres de capitaux propres désignés à la JVAERG. Pour le trimestre clos le 30 avril 2021, le revenu de dividende s'est établi à 3,8 millions \$ (3,4 millions \$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 et 3,9 millions \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2020) et pour les six mois clos le 30 avril 2021, le revenu de dividende s'est établi à 7,2 millions \$ (8,3 millions \$ pour les six mois clos le 30 avril 2020).

14. PASSIFS ÉVENTUELS

Passifs éventuels et provisions pour procédures juridiques

Dans le cours normal de leurs activités, la Banque et ses filiales font l'objet de diverses procédures juridiques et réglementaires. Ces procédures touchent diverses questions et le moment où elles seront résolues peut varier et est incertain.

Les provisions pour procédures juridiques sont comptabilisées lorsqu'il est probable que la Banque engagera des frais liés aux procédures juridiques et que le montant peut être estimé de manière fiable. Des provisions pour procédures juridiques sont comptabilisées selon la meilleure estimation des montants requis pour régler l'obligation à la date de clôture, compte tenu des risques et incertitudes liés à l'obligation. La direction et des experts externes participent à l'estimation des provisions pour procédures juridiques, au besoin. Le coût réel du règlement d'une obligation pourrait être considérablement plus élevé ou plus bas que les montants des provisions. Dans certains cas, il n'est pas possible de déterminer si une obligation est probable ou d'estimer de façon fiable le montant des pertes, auquel cas aucun montant n'est comptabilisé. Les divers stades de la procédure, le fait que l'obligation de la Banque, le cas échéant, n'a pas encore été déterminée et le fait que des questions sous-jacentes peuvent changer de temps à autre requièrent une part importante de jugement et suscitent beaucoup d'incertitude. Par conséquent, notre exposition financière et autre à ces procédures juridiques, compte tenu des montants déjà comptabilisés, pourrait avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation pour une période donnée.

15. CHARGES DE RESTRUCTURATION

Le tableau qui suit présente la variation de la provision pour charges de restructuration, qui est incluse au poste Autres passifs dans le bilan consolidé.

	Pour les six mois clos les	
	30 avril 2021	30 avril 2020
Solde au début de la période	5 041 \$	9 322 \$
Charges de restructuration engagées au cours de la période	2 511	3 060
Paiements effectués au cours de la période	(4 389)	(8 118)
Solde à la fin de la période	3 163 \$	4 264 \$

Aux 30 avril 2021 et 2020, le montant résiduel de la provision a trait principalement à des contrats de location, aux indemnités de départ et aux frais juridiques.

16. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

Obligations sécurisées

Le 21 avril 2021, la Banque a reçu l'autorisation de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») en vue d'établir un programme législatif d'obligations sécurisées de 2,0 milliards \$ (le « programme ») conformément au Guide des programmes inscrits canadiens d'obligations sécurisées de la SCHL et, le 6 mai 2021, la Banque a procédé à une première émission d'obligations sécurisées de 250,0 millions \$ qui porteront intérêt au taux nominal annuel de 1,603 %, payable semestriellement. Les obligations sécurisées seront comptabilisées au poste Dépôts du bilan consolidé de la Banque.

La Banque transfère périodiquement des prêts hypothécaires à LBC Covered Bond (Legislative) Guarantor Limited Partnership (Guarantor LP) afin de soutenir les activités de financement et de se conformer aux exigences en matière de couverture des actifs en vertu du programme. Guarantor LP a été créée afin de garantir les paiements du principal et des intérêts aux détenteurs des obligations sécurisées. Les obligations sécurisées garanties par Guarantor LP sont des obligations directes, non garanties et inconditionnelles de la Banque; par conséquent, les investisseurs ont un droit contre la Banque, lequel se poursuivra si les obligations sécurisées ne sont pas payées par la Banque et si les actifs hypothécaires de Guarantor LP ne sont pas suffisants pour couvrir les sommes à payer relativement aux obligations sécurisées. Au 30 avril 2021, le montant total des prêts hypothécaires transférés et en cours s'établissait à 330,1 millions \$.

Billets avec remboursement de capital à recours limité

Le 7 mai 2021, la Banque a émis des billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1 (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)) (titres secondaires) (les « billets de série 1 ») de 125,0 millions \$, avec un recours limité aux actifs détenus par un tiers fiduciaire dans une fiducie simple. Les actifs de la fiducie relatifs aux billets de série 1 se composent d'actions privilégiées de catégorie A à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 17 (FPUNV) (les « actions privilégiées de série 17 ») d'un montant de 125 millions \$ de la Banque qui sont émises parallèlement avec les billets de série 1. Les billets de série 1 portent intérêt à un taux fixe annuel de 5,30 % jusqu'au 15 juin 2026 et, par la suite, à un taux rajusté tous les cinq ans à un niveau correspondant au rendement des obligations du gouvernement du Canada de cinq ans majoré de 4,334 % jusqu'à leur échéance, le 15 juin 2081.

À des fins comptables, les billets de série 1 sont des instruments hybrides comportant des composantes capitaux propres et passif. La composante passif des billets de série 1 a une valeur nominale et, par conséquent, le total du produit reçu sera présenté dans le bilan consolidé de la Banque à titre de capitaux propres. Les actions privilégiées de série 17 seront éliminées du bilan consolidé de la Banque avant un événement donnant droit à un recours.

Le produit net de l'émission des billets sera affecté au rachat de 5 000 000 d'actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, série 15 (FPUNV) de la Banque, le 15 juin 2021, pour un prix de rachat total de 125 millions \$.

RENSEIGNEMENTS AUX ACTIONNAIRES

Bureaux corporatifs

Montréal

1360, boul. René-Lévesque Ouest
Bureau 600
Montréal (Québec) H3G 0E5
www.blcgf.ca

Toronto

199 Bay Street
Bureau 600
Toronto (Ontario) M5L 0A2
www.blcgf.ca

Agent des transferts et registraire

Services aux investisseurs
Computershare Inc.
1500, boul. Robert-Bourassa
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
service@computershare.com
Tél. : 514 982-7888

Changement d'adresse et autres renseignements

Les actionnaires sont priés de communiquer tout changement d'adresse à l'agent des transferts de la Banque. Pour toute autre demande ou question, veuillez communiquer avec le Secrétariat corporatif en écrivant à secretariat.corporatif@blcgf.ca ou en téléphonant au 514 284-4500, poste 48395.

Service de dépôt direct

Les actionnaires de la Banque, qui le désirent peuvent faire déposer les dividendes qui leur sont distribués directement dans un compte issu de toute institution financière membre de l'Association canadienne des paiements, en avisant par écrit l'agent des transferts.

Investisseurs et analystes

Les investisseurs et analystes peuvent communiquer avec le secteur Relations avec les investisseurs de la Banque en écrivant à relations.investisseurs@blcgf.ca ou en téléphonant au 514-970-0564.

Médias

Les journalistes peuvent communiquer avec le Bureau de la direction en écrivant à media@blcgf.ca ou en téléphonant au 514 284-4500, poste 40020.

Médias sociaux



Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions

La Banque offre aux détenteurs canadiens de ses actions ordinaires et privilégiées de participer à son régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions, lequel leur permet d'acquérir des actions ordinaires de la Banque sans payer de commission ou de frais d'administration. L'acquisition d'actions ordinaires par les participants canadiens s'effectue au moyen du réinvestissement des dividendes en espèces versés sur les actions qu'ils détiennent, ou bien en effectuant des versements facultatifs en espèces d'un montant minimal de 500 \$ par versement, jusqu'à concurrence de 20 000 \$ sur chaque période de 12 mois se terminant le 31 octobre.

Pour de plus amples renseignements, les actionnaires sont priés de communiquer avec l'agent des transferts de la Banque, Société de fiducie Computershare du Canada, à l'adresse service@computershare.com ou au numéro 1 800 564-6253. Les actionnaires non inscrits de la Banque doivent s'adresser à leur institution financière ou à leur courtier pour adhérer à ce régime.

Bureau de l'ombudsman

1360, boul. René-Lévesque ouest
Bureau 600
Montréal (Québec) H3G 0E5
ombudsman@blcgf.ca
Tél. : 514 284-7192
ou 1 800 479-1244

INSCRIPTION BOURSIÈRE ET DATES DE CLÔTURE DES REGISTRES ET DE PAIEMENT DES DIVIDENDES

Les actions ordinaires et les actions privilégiées décrites ci-dessous sont inscrites à la bourse de Toronto.	CODE CUSIP / SYMBOLE BOURSIER	DATE DE CLÔTURE DES REGISTRES*	DATE DE VERSEMENT DES DIVIDENDES*	
Actions ordinaires	51925D 10 6 / LB	Premier jour ouvrable de :		
		janvier	1 ^{er} février	
		avril	1 ^{er} mai	
		juillet	1 ^{er} août	
	octobre	1 ^{er} novembre		
Actions privilégiées	Série 13 Série 15	51925D 82 5 / LB.PR.H	**	15 mars
		51925D 79 1 / LB.PR.J	**	15 juin
		**	15 septembre	
		**	15 décembre	

* Sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

** À une date (qui ne doit pas devancer de plus de 30 jours la date fixée pour le versement des dividendes) pouvant être déterminée de temps à autre par le conseil d'administration de la Banque.